

Lieu d'intervention: Région de Kidal

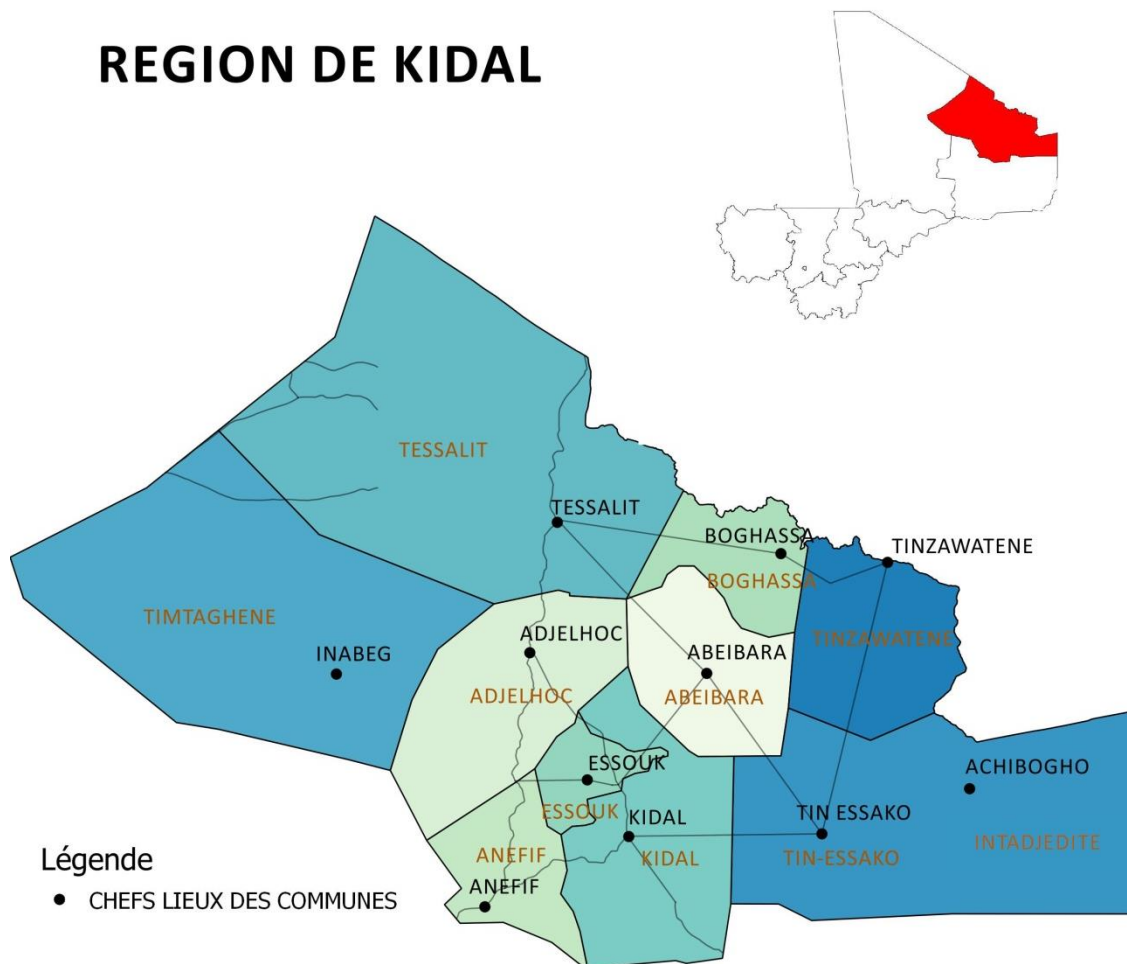
Du 4 au 8 mars et du 15 au 21 avril 2013

Sommaire

1. Introduction
2. Synthèse des observations et problèmes rencontrés
3. Contexte de la zone d'intervention
4. Conclusions du diagnostic
5. Synthèse des recommandations

Diagnostic – Région de Kidal

REGION DE KIDAL



Région	Kidal				
Cercles	Kidal, Abeibara, Tessalit, Tin-Essako				
Commune	Coordonnées GPS		Commune	Coordonnées GPS	
Kidal	N: 18°28'28"	E: 1°24'10"	Adjelhoc	N: 19°30'8"	E: 0°47'42"
Essouk	N: 18°47'47"	E: 1°5'5"	Tinzawatène	N: 19°52'20"	E: 2°36'3"
Anéfif	N: 18°5'12"	E: 0°30'40"	Tessalit	N: 20°15'21"	E: 0°59'39"
Tin-Essako	N: 18°30'0"	E: 2°20'42"	Boghassa	N: 20°3'4"	E: 1°55'22"
Intedjedite	N: 18°45'28"	E: 3°17'24"	Timtaghène	N: 19°23'17"	E: 0°20'49"
Abeibara	N: 19°23'51"	E: 1°43'56"			

Pour tout complément d'information,

Contact : Fabien CASSAN, Coordinateur Qualité, Monitoring et Evaluation

Tel : +223 78 06 90 39

Email : bam.monit.coo@solidarites-mali.org

1. Introduction

1.1 Présentation du diagnostic

Ce diagnostic multisectoriel s'inscrit dans le cadre du projet Eau Hygiène et Assainissement de Solidarités International à Kidal dont un des objectifs est d'améliorer la connaissance de la région en termes de couverture EHA, Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) des populations.

Il s'agit donc, d'une part, de répondre aux besoins d'amélioration des connaissances de la région et des mécanismes de fonctionnement des populations ainsi que de comprendre l'impact des crises (sahélienne et conflit) sur les moyens d'existence des populations de la région de Kidal.

Ce diagnostic a permis de :

- Comprendre dans les 11 chefs lieu de commune la gestion de l'eau et son utilisation, les conditions sanitaires localement, les pratiques d'hygiène des communautés ainsi que les maladies hydriques les plus fréquemment rencontrées. L'objectif était de donner des bases pour définir les zones d'intervention et la méthodologie à mettre en œuvre pour réaliser les activités EHA.
- Comprendre et d'évaluer l'impact des différentes crises pour la population de la région notamment sur leurs moyens d'existence et d'analyser les stratégies d'adaptation mises en œuvre par la population pour y faire face.
- Comprendre les marchés en vue d'appréhender les faiblesses en termes de situation alimentaire de la zone, et de savoir en quelle mesure les actions futures pourraient se reposer ou non sur ces marchés.

1.2 Localisation

Région de Kidal : Communes d'Abeïbara, Boghassa, Tinzwatène (Cercle d'Abeïbara), de Kidal, Essouk, Anéfif (Cercle de Kidal), de Tessalit, Adjelhoc, Timtaghène (Cercle de Tessalit), de Tin-Essako et Intadjedite (Cercle de Tin-Essako).

1.3 Planning de l'enquête

L'enquête, initialement prévue au mois de mars 2013, a été réalisée en deux temps du fait d'une dégradation du contexte sécuritaire et humanitaire à cette période. En effet, les communes de Kidal et Tessalit ont été enquêtées par une première équipe de 3 personnes entre le 4 et le 8 mars 2013 avant que la remontée d'information concernant des mouvements massifs de populations sur le site de Talhandak (commune de Boghassa) ne mobilise l'ensemble des équipes pour une intervention d'urgence dans ce site. De manière à couvrir le reste de la région, une deuxième phase de 7 jours (entre le 15 et le 21 avril 2013) a permis de récolter les mêmes informations générales au niveau des chefs-lieux des 9 communes restantes.

3 équipes de 4 personnes ont mené le diagnostic selon le planning ci-dessous :

	Commune	15-avr	16-avr	17-avr	18-avr	19-avr	20-avr	21-avr
Equipe 1	Abeibara							
	Tinzawatène							
	Boghassa							
Equipe 2	Adjelhoc							
	Timtaghène							
	Essouk							
Equipe 3	Tin-Essako							
	Intadjedite							
	Anéfif							

1.4 Méthodologie d'enquête

La méthodologie utilisée a porté sur :

- ✓ L'élaboration d'un plan de travail notamment les termes de référence du diagnostic;
- ✓ La préparation administrative et logistique pour le départ sur le terrain ;
- ✓ La prise de contact avec les autorités politiques, administratives, les personnes ressources dans les communes.
- ✓ L'administration de six questionnaires auprès des populations pour permettre de récolter un certain nombre de données qualitatives concernant la situation en EHA et en sécurité alimentaire. Pour chaque chef-lieu de commune, ces six questionnaires ont été administrés sous forme de focus group, de questionnaires individuels et d'observation plus libre des enquêteurs. Les questionnaires lors de la deuxième phase ont été à la charge de 3 équipes de 4 personnes constituées d'un chef d'équipe EHA Solidarités International, d'un agent de diagnostic/monitoring Solidarités International, d'un agent de sensibilisation de l'ONG GARDL et d'un agent de sensibilisation de l'ONG SOLISA.

Les six questionnaires administrés par ces trois équipes ont été :

- ✓ Un questionnaire informateurs clés- commune
- ✓ Un groupe de discussion diagnostic eau, hygiène et assainissement-localité
- ✓ Un Diagnostic EHA rapide dans les centres de santé
- ✓ Un groupe de discussion sécurité alimentaire et moyens d'existence
- ✓ 2 questionnaires pour une analyse plus détaillée des marchés (1 questionnaire commerçants et 1 suivi des marchés)

A noter également que le diagnostic EHA dans les centres de santé fait l'objet d'un rapport indépendant analysant, centre de santé par centre de santé, les conditions EHA des structures.

1.5 Biais de l'étude

Cette phase de diagnostic multisectoriel s'est limitée aux chefs-lieux de communes. Ainsi, les observations et conclusions de ce diagnostic doivent être relativisées compte-tenu de la durée et de la restriction géographique de l'étude. Ainsi, des conclusions ont pu être tirées concernant la situation des chefs-lieux de communes et extrapolées, ou non, grâce au recoupement des données fournies par les informateurs-clés de la commune, censés donner aux enquêteurs un aperçu plus général de leur zone. Ces conclusions restent donc à approfondir lors d'enquêtes plus poussées et détaillées pour chacune des communes, du chef-lieu jusqu'aux villages secondaires.

2. Synthèse des observations et problèmes rencontrés

1. Eau, Hygiène et Assainissement

Le diagnostic réalisé a pu mettre en exergue un important problème d'accès à l'eau et notamment en termes de quantité d'eau disponible. En effet, un contexte hydrogéologique complexe ne permet pas la réalisation de nombreux puits. La réalisation d'un forage ou puits productif nécessite dans de nombreuses localités une étude préalable et des moyens importants pour aller capter les nappes très profondes.

A cela s'ajoute un problème important de conflit d'usage, les ressources étant insuffisantes, les habitants doivent faire un choix entre l'utilisation pour les besoins domestiques ou pour le bétail et l'irrigation. Les besoins pour le ménage pour la boisson et l'hygiène corporelle peuvent souvent passer au second plan. Cette pression s'est vue augmentée dans certains villages suite à l'arrivée massive de déplacés fuyant les combats.

Le diagnostic a pu également montrer que les infrastructures d'assainissement sont peu nombreuses voire inexistantes dans certaines communes et villages.

Cinq communes apparaissent comme prioritaires : Adjelhoc, Tessalit, Kidal, Tinzwatène et Tin-Essako.

2. Sécurité alimentaire et moyens d'existence

Depuis le début de la crise, les marchés de la région de Kidal ont réussi à conserver un certain fonctionnement, mais la fermeture des frontières perdurant et le pouvoir d'achat des populations s'étant fortement réduit, beaucoup de boutiques ont dû fermer en raison du départ des commerçants, difficultés d'approvisionnement ou manque de clientèle. 48% des commerçants interrogés estiment que la situation actuelle est pire que d'habitude. Cette situation est d'autant plus importante que près de 30% des ménages de la région citent le commerce comme source de revenu¹. De plus les marchés drainent nombre de travailleurs journaliers pour des activités de manutention (le travail journalier étant la seconde source de revenu dans la région en concernant plus de 60% des ménages).

La crise et l'insécurité ont entraîné une baisse des revenus habituels des ménages qui ont sur l'ensemble de la région dû réduire leur consommation alimentaire et utiliser d'autres stratégies d'adaptation irréversibles comme la vente d'animaux reproducteurs, ou encore la vente des moyens de déplacement des ménages. Cette baisse de revenu est aussi très liée à la fermeture de la frontière algérienne et à l'enclavement général de la région par le conflit. En effet, la principale source de revenu de la région réside dans la vente d'animaux (72% de la population¹), or du fait de l'enclavement, les pasteurs ne peuvent faire sortir les animaux de la région, ainsi une chute drastique de revenu est inévitable.

Quasiment toutes les zones ont connu une pénurie alimentaire le mois précédent l'enquête. Depuis la crise de 2012, l'aide alimentaire est devenue une source de nourriture primordiale pour la population. Les ménages enquêtés sur l'ensemble des communes estiment qu'entre 50 et 60% de la population font partie de la catégorie des ménages « très pauvres ».

¹ Rapport de diagnostic rapide de vulnérabilité à la fermeture de la frontière, région de Kidal de janvier 2013, Sol.Int. à partir d'enquêtes ménage de août 2012

Concernant les moyens d'existence des populations, les principales difficultés auxquelles font face les éleveurs semblent être le manque d'eau (en quantité et qualité) et de pâturage en lien avec les sécheresses récurrentes ainsi que le manque de soins pour le bétail. Les commerçants, eux, font face à une augmentation des coûts de transport rendant indispensable la contraction de crédits (signalé à Kidal et à Essouk), à une difficulté d'approvisionnement leur demandant un stockage plus important ou les obligeant à prendre des risques et à pratiquer une fraude systématique pour continuer à commercer avec l'Algérie. Enfin, les ménages pratiquant le maraîchage ont des difficultés orientées autour de l'accès à l'eau qui reste insuffisant pour une pratique satisfaisante de leur activité économique.

Principaux problèmes relevés par les enquêtes

Contexte
Insécurité
Risque d'inondations (manque de berges à Tessalit)
Enclavement et isolement de la région
Présence de mines
Infrastructures
Groupes électrogènes en panne ou sans carburant
Infrastructures détruites depuis le dernier conflit en 2006 à Tinzwatène
Education
Ecoles fermées depuis le début du conflit. Les enfants sont dans leur deuxième année sans école
Manque d'enseignants
Sécurité alimentaire
Instabilité des marchés
Manque de certaines denrées sur le marché
Manque de vivres
Disponibilité en termes de céréales faible
Moyens d'existence
Manque d'opportunités d'emplois
Manque de moyens de transport
Manque d'aliment et soins bétail
Accès à l'eau pour l'abreuvement insuffisant
Manque de semences pour le maraîchage
Manque de berges pour protéger les clôtures des jardins
Eau, Hygiène et Assainissement
Tarissement et insuffisance des points d'eau pour répondre aux besoins des ménages et liés au bétail
Contamination des points d'eau par les pesticides et par des pollutions de surface due à une absence de protection
Faible utilisation/existence des latrines et pratiques non adaptées
Environnement insalubre avec une gestion faible voire inexistante des déchets
Manque de carburant pour le fonctionnement des réseaux d'alimentation en eau potable
Pratiques d'hygiène inappropriées
Accès à l'eau potable ou pour l'abreuvement insuffisant
Santé
Taux de malnutrition relativement élevés
Insuffisance de structures sanitaires
Insuffisance de médicaments
Structures de santé insuffisantes (personnel soignant insuffisant)

3. Contexte de la zone d'intervention

3.1 Informations géographiques et démographiques

La région de Kidal est une vaste zone désertique de près de 260 000 km² soit 21,27% du territoire National. La région de Kidal est limitée au nord par l'Algérie, à l'est par le Niger, au sud par la région de Gao et à l'ouest par la région de Tombouctou. Elle est située entre les longitudes 1° 9 ouest et 4°3 est d'une part et les latitudes 18° et 21° nord d'autre part. Les grandes villes de la région sont Kidal, Tessalit et Adjelhoc.

La région de Kidal est la moins peuplée du Mali avec une population estimée de 67 638 habitants en 2009 (données RGPH, recensement 2009) pour un taux d'accroissement de 4.3% par an. La taille moyenne d'un ménage est d'environ 7 personnes. Région d'origine du soulèvement Touareg en 2012, la région de Kidal a également servi de zone de repli, dans un premier temps de la majorité des groupes islamistes radicaux (chassés par la suite par l'armée française dans la région des Ifoghas), puis des groupes Touaregs comme le MNLA ou HCUA. Des milliers de personnes se sont déplacées pour fuir les combats, en se réfugiant dans d'autres pays pour les ménages en capacité de financer ce long transport, ou dans d'autres communes ou régions du pays. Chaque retournement de situation a aggravé cette situation de déplacement de population mais l'a rendu également de plus en plus difficilement lisible.

Les premiers déplacements importants ont eu lieu en début d'année 2012 et ont continué toute l'année pour fuir les combats et la situation sécuritaire volatile. L'intervention française est venue rebattre les cartes et a modifié l'équilibre des forces, tout en entraînant de nouveaux déplacements massifs de population.

Enfin, le premier semestre 2013 a vu les premiers retours des populations déplacées venant renforcer la complexité des zones d'intervention des acteurs humanitaires. A cela, s'ajoutent également les mouvements pendulaires et saisonniers des ménages en lien avec la recherche d'emploi ou des mouvements liés à la transhumance.



Tempête de sable au niveau d'une zone d'abreuvement à proximité du point d'eau d'Hamboubar (commune de Tessalit)

La région est divisée en quatre cercles, composés de onze communes :

- Cercle de Kidal : Communes de Kidal, Anefif et Essouk
- Cercle d'Abeïbara : Communes de Abeïbara, Boghassa et Tinzawatène
- Cercle de Tessalit : Communes de Tessalit, Adjelhoc et Timtaghène
- Cercle de Tin Essako : Communes de Tin Essako et Intedjedite.

La région de Kidal est essentiellement désertique, peuplée en majorité de Kel Tamashek, ethnie nomade d'origine berbère. L'habitat est essentiellement constitué de tentes ou de maisons en banco (pour les sédentaires). Dans les grandes villes, certaines maisons en dur ou semi-dur sont présentes, mais cela reste très minoritaire par rapport à l'habitat de base des nomades, la tente.



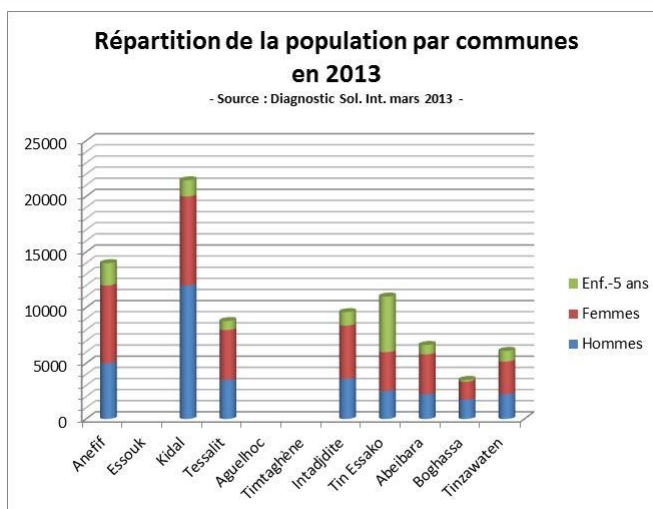
Village d'Adjelhoc



Zone de Taghlit

Région	Cercle	Commune	Population Homme	Population Femme	Population. Enf. -5 ans	Population totale de la commune	Sources*	Population déplacée (OIM mai 2013)
Kidal	Kidal	Kidal	12 000	8 000	1 450	21 450	Personnes ressources	2791 (372 ménages)
		Anefif	5 000	7 000	2 000	14 000	Personnes ressources	2118 (463 ménages)
		Essouk	1 748	1 506	n.r	3 254	RGPH 2009	2101 (354 ménages)
	Abeibara	Abeibara	2200	3600	852	6 652	Personnes ressources	527 (88 ménages)
		Boghassa	1700	1650	160	3 510	Personnes ressources	6910 (1335 ménages)
		Tinzawatene	2 213	2 945	957	6 115	Personnes ressources	6660 (2475 ménages)
		Tessalit	3 500	4 500	800	8 800	Personnes ressources	3030 (606 ménages)
	Tessalit	Adjelhoc	n.r	n.r	n.r	9 489	RGPH 2009	8075 (1485 ménages)
		Timtaghene	n.r	n.r	n.r	3 014	RGPH 2009	1803 (228 ménages)
	Tinessako	Tin-Essako	2 500	3 500	5 000	11 000	Personnes ressources	440 (54 ménages)
		Intedjedite	3 600	4 800	1 200	9 600	Personnes ressources	2345 (335 ménages)

* Dans le cadre du diagnostic multisectoriel réalisé dans les 11 communes de la région de Kidal, Sol. Int. a interrogé les personnes ressources au niveau des chefs-lieux de commune (maire, adjoint au maire etc.).



Les personnes interrogées n'ont pas pu estimer la population dans les communes d'Aguelhoc, de Timtaghène et d'Essouk compte tenu des déplacements de population dans ces zones.

D'après les informateurs clés, la taille moyenne d'un ménage sur l'ensemble de la région est de 7 individus. La taille moyenne des ménages dans les communes de Boghassa et de Tessalit est de 9 individus par ménage et de 5 individus par ménage pour les communes d'Anéfif, d'Aguelhoc et de Tinzawatène.

Il faut cependant relativiser ces chiffres de populations car, du fait du contexte nomade de la zone, les interlocuteurs ont généralement une idée que très peu précise de la population de leur zone. Ceci vient en complément des informations relevées par Sol.Int. dans le cadre d'un programme d'identification des zones de déplacements mené en partenariat avec OIM.

3.2 L'environnement

Deux zones homogènes de développement se partagent la région : la zone de l'Iforas-Telimsi-Tamesna qui est une vaste zone pastorale et la zone désertique sans valeur agricole mais à haute valeur minière et stratégique.

La première est formée de trois unités géomorphologiques distinctes :

- ✓ les terrains sédimentaires du Tamesna à l'Est ;
- ✓ le socle granitique et métamorphique au centre de l'Adrar des Iforas ;
- ✓ les terrains sédimentaires de couverture et du fossé du Tilemsi à l'Ouest.

Ainsi, le massif central de l'Adrar des Iforas, grâce à ces nombreux oueds et bassins versants rendant la nappe phréatique plus accessible, regroupe la presque totalité des agglomérations et la totalité des zones de maraîchage.

Quant au Télimsi et au Tamesna de nombreuses coulées d'oueds s'y déversent ce qui favorise l'existence de pâturages. Ces zones sont donc exploitées par les éleveurs nomades ou semi-nomades. En dehors des oueds et bassins versants des montagnes, le couvert végétal, très maigre, est surtout composé d'épineux (comme l'acacia ou le balanites) et de graminées².

² In Synthèse des Plans communaux de Sécurité Alimentaire de la région de Kidal, 2007-2011 par le CSA

Le climat est désertique chaud à sécheresse hivernale³ et la pluviométrie moyenne des années 1950 à 2000 est de 128mm, soit un climat de type sahélien (sécheresse tout au court de l'année, comme visible sur le diagramme ombrothermique associé). La température moyenne mensuelle (moyenne jour/nuît sur le mois) varie entre 20° C pendant la saison froide et 35° C pendant la saison chaude.

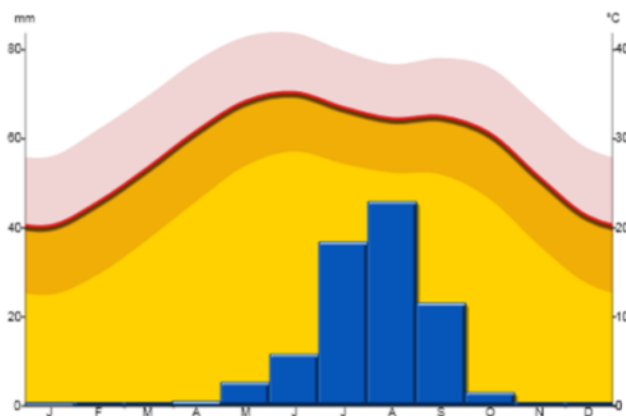


Figure 1 : Diagramme ombrothermique de Kidal
(à partir de données moyennes des années 1950 à 2000 de météo France).

3.3 Contexte historique de la zone

Le tableau suivant reprend les principales catastrophes et crises des dernières années qu'ont pu évoquer les informateurs clés interrogés au niveau des chefs-lieux de commune. Le tableau reprend également les communes dans lesquelles ces crises ont été évoquées et les villages ou secteurs les plus touchés toujours d'après les informateurs clés interrogés.

Année	Type de crise	Impacts principaux de la crise	Villages/Secteurs relevés comme étant particulièrement touchés
2006	Conflits	Déplacement de populations (certaines ne sont jamais revenues dans leur habitat d'origine – à Tinzwatène en particulier). Fracture du tissu social Perte d'emploi des fonctionnaires Limitation des mouvements vers les pâturages.	Adjelhoc, Inanizille (Commune d'Adjelhoc), Tinzwatène (Commune de Tinzwatène), Diarhile, Essouk (Commune d'Essouk), Inabag, Tazifawen, Tinkare, Almahmoud (Commune de Timtaghène)
2008	Sécheresse	Perte massive de bétail	N'tchett (Commune de Boghassa)
2008	Epidémie	Epidémie de dracunculose	Inakafel (Commune d'Adjelhoc)
2009	Sécheresse	Perte massive de bétail Manque d'eau – décès, maladies des	N'tchett, Toximen (Commune de Boghassa), Inabag, Almahmoud, Tinkar, Achachadjène (Commune de Timtaghène)

³ Le climat désertique chaud à sécheresse hivernale se définit par :

- Précipitations annuelles inférieures à 10 fois la température moyenne annuelle + 140
- 10 fois plus de précipitations au mois d'été le plus arrosé qu'au mois d'hiver le moins arrosé
- La température moyenne annuelle est supérieure à 18°C

		hommes et des animaux	
2010	Sécheresse	Perte massive de bétail Maladies des animaux ; maladies des enfants	Tin-Essako village, Tinezi (Commune de Tin-Essako), Tagorast, Abiyou, Achibogho (Commune d'Intadjédite)
2011	Crise alimentaire	Maladies diarrhéiques Perte de bétail	
2012	Conflit	Destruction des infrastructures Déplacement de populations, abandon des troupeaux Conflit social et culturel Fermeture des frontières, augmentation des prix, insécurité Fermeture des écoles	

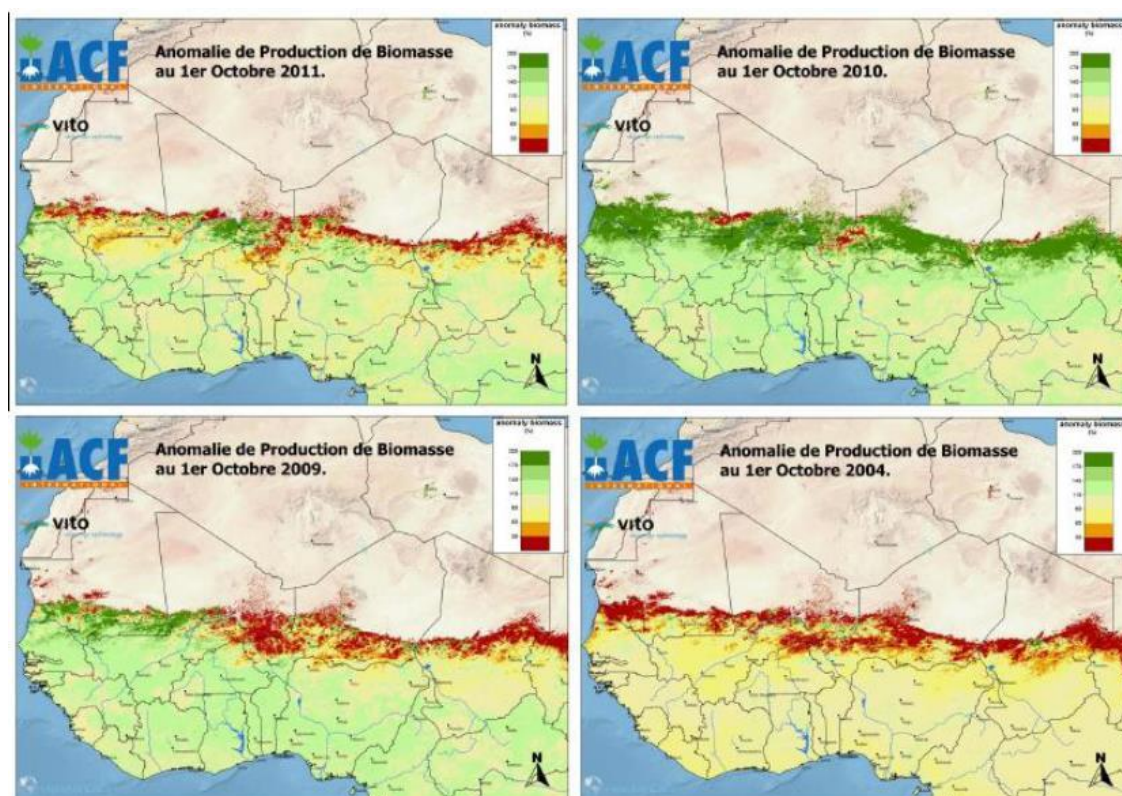
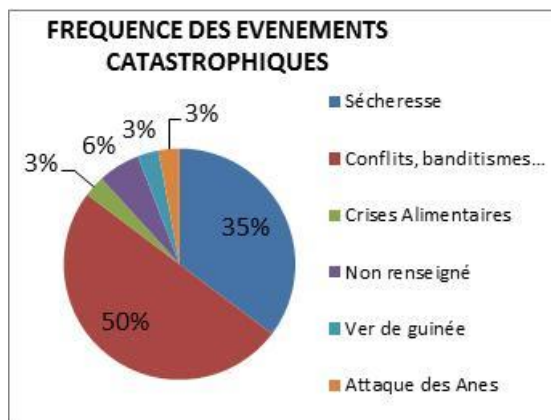


Figure 2 : illustration des sécheresses pastorales évoquées précédemment par les anomalies de biomasse

Les deux principaux risques identifiés dans la région de Kidal sont les conflits, le banditisme liés à la présence de groupe armés éparpillés dans la zone et les phénomènes de sécheresse.



Les populations de la région de Kidal ont souffert des conflits en 2006 et 2012 pour le plus récent avec l'augmentation de l'insécurité due au banditisme dans toute la région, un impact sur l'économie et des mouvements massifs de population. Ces conflits ont également entraîné une dégradation des infrastructures sanitaires et des bâtiments publics ainsi que des difficultés pour les commerçants et les populations pour se déplacer dans la région. Enfin, ces nombreux conflits entre les années 2006 et 2012 ont entraîné une dégradation de la situation en matière de sécurité alimentaire des ménages dans la région avec des marchés difficilement approvisionnés et un accès compliqué à des denrées alimentaires de base.

Les sécheresses (2008, 2009, 2010 et 2012) ont entraîné des pertes importantes au niveau des cheptels avec l'apparition de maladies au sein des troupeaux affaiblis par le manque d'eau. Les enfants ont également souffert de ces sécheresses avec de nombreuses maladies chez les enfants les plus vulnérables.

3.4 Contexte socio-économique de la région

Suite au coup d'état de mars 2012, le contexte politique et sécuritaire demeure fragile et complexe dans tout le Mali. Le pays a subi une déstabilisation du fait de la tentative d'autonomisation de la région de l'Azawad par le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) rapidement suivi par l'implantation de groupes armés venus de l'étranger transformant un conflit régional en conflit comportant des enjeux géopolitiques internationaux, scindant littéralement en deux le pays.

Ce contexte sécuritaire volatile et les nombreuses tensions qui existent entre les différents protagonistes de ce conflit ont provoqué de nombreux déplacements de population. Ces déplacés sont de deux types : des déplacés internes qui se sont regroupés dans des zones reculées ou à travers tout le pays et les personnes qui ont quitté le Mali en fuyant vers les pays limitrophes tels que le Niger et l'Algérie notamment. Un tel phénomène a contribué à dégrader davantage une situation sanitaire déjà difficile dans la région de Kidal et a rendu ces populations plus vulnérables qu'elles ne l'étaient déjà avant la crise. En effet, ces populations ont fui les zones de combats à la recherche de lieux plus sécurisés et sont partis en laissant derrière elles leurs troupeaux ainsi que leurs biens qui ont été perdus et/ou volés par la suite. Cette déstructuration de l'organisation de la société locale, avec la fuite des commerçants notamment, a eu un impact fort sur le système économique local avec des mouvements et des échanges commerciaux renforçant d'autant plus la vulnérabilité de ces populations.

En amont de cette crise politique, la situation du Mali était particulièrement inquiétante sur les plans alimentaire et sanitaire. La saison d'hivernage de 2011 s'était avérée très mauvaise, entraînant directement la baisse de la production agricole. Dans le même temps, le Mali essuie les répercussions d'un contexte économique international volatile, et voit son marché subir les effets croisés d'une situation de crise multiforme.

A la faveur de l'intervention militaire française début 2013, les zones du nord ont toutefois pu être relativement stabilisées, ce qui a créé tout autant un climat plus serein pour certains avec un retour progressif des populations ayant fui leur zone d'habitation, comme une source de nouveaux déplacements de populations craignant les représailles. Actuellement, l'activité économique dans la région reste malgré tout ralentie voire interrompue (marchés/commerces fermés, interruption des transports de marchandise).

En termes d'infrastructures de santé, 8 CSCOM et 2 CSREF seulement sont fonctionnels dans la région (Kidal, Tessalit, Adjelah, Essouk, Tin-Essako, Anéfif et Boghassa). Ces centres sont soutenus par MDM-Belgique, qui dispose également de cliniques mobiles et d'un centre à Tinzawatène (suite à l'afflux de populations dans la zone en 2012). Il existe un centre de santé non fonctionnel sur la zone également. Depuis le début du conflit et de l'occupation en 2012, la plupart des écoles ont fermé et n'ont toujours pas rouvert.

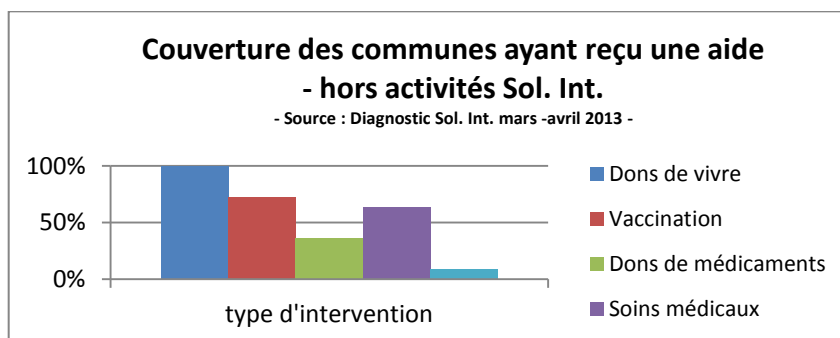
3.5 Contexte humanitaire de la zone avant l'enquête

Solidarités International a mené un premier diagnostic multisectoriel en mai 2012 et un diagnostic technique d'ouvrage eau et assainissement en octobre 2012. Ces diagnostics ont permis de souligner l'impact de la crise sur une situation en termes d'accès à des services de base (santé, éducation, eau et assainissement) déjà précaire. Ces diagnostics montrent que dans les zones rurales, de nombreux puits traditionnels sont ensablés et que les populations consomment l'eau des mares lorsqu'aucune autre ressource d'eau n'est disponible.

64 points d'eau ont été diagnostiqués. De manière générale, les pompes manuelles ou solaires ne sont plus en état de marche. Ces problèmes sont soit dus à une absence de maintenance antérieure à la crise soit à du vandalisme durant la crise (vol de panneaux solaires). De plus, les points d'eau étant rares et dispersés, l'usage n'est pas réservé aux habitants mais également pour l'abreuvement du bétail. Il est donc primordial dans le design des infrastructures de prendre cet aspect en considération.

Entre 2012 et 2013, 4 organisations internationales étaient présentes dans la région, le PAM et le CICR pour la distribution de denrées alimentaires, MDM-Belgique pour la santé/nutrition et Sol. Int. avec ses partenaires locaux GARDL et SOLISA sur les problématiques EHA.

D'après les personnes ressources interrogées, le pourcentage de communes ayant été ciblé par une intervention dans toute la région est donnée dans le tableau ci-dessous :



4. Conclusions du diagnostic



EAU

La région de Kidal est une zone saharienne bénéficiant d'un climat désertique avec une faible pluviométrie, inférieure à 200 mm par an.

Les conditions d'accès à l'eau sont difficiles dans toute la région de Kidal avec de grandes disparités dans le type de points d'eau utilisés entre la saison sèche et la saison des pluies (cf. tableaux ci-dessous). Ce diagnostic multisectoriel a permis de montrer qu'il y avait une grande disparité dans les usages de l'eau et dans la disponibilité selon les saisons.

En saison sèche, les populations utilisent les ressources en eau souterraines avec des points d'eau améliorés tels que les puits (modernes ou traditionnels), les forages équipés avec différents systèmes d'exhaure (Pompe à Motricité Humaine (PMH), pompe immergée) et dans certaines communes équipées de réseaux, des bornes fontaines (communautaires et/ou privées).



Puits moderne dans la commune de Tinzawaten



Forage équipé d'une pompe à motricité humaine dans la commune de Tinzawaten



Aménagement de surface d'un puits traditionnel dans la commune d'Abeibara



Cuvelage d'un puits traditionnel dans la commune d'Abeibara

Ces types de point d'eau sont utilisés pour tous les usages de la boisson à l'hygiène personnelle. Toutes

les personnes interrogées affirment que l'eau, quelle que soit sa provenance (eau souterraine, eau stagnante) est utilisée pour la consommation et les usages domestiques.

Dans les zones où la pression démographique est plus importante, où la ressource est plus rare, les populations utilisent plusieurs points d'eau en fonction de la quantité disponible afin de couvrir leur besoin (la recharge en eau, surtout pendant la saison sèche, des points d'eau à usage collectif partagés entre les hommes et les animaux n'est pas suffisante et les points d'eau peuvent tarir même pendant la journée).

Dans toute la région de Kidal, les points d'eau à usage collectif sont partagés entre les hommes et les animaux pendant la saison sèche. En saison des pluies, dans certaines localités, les hommes vont privilégier les eaux stagnantes pour leur propre consommation alors qu'ils vont utiliser une eau de meilleure qualité pour leurs animaux qui représentent leur source de revenu principale.

Comme mentionné précédemment, les comportements changent beaucoup d'une saison à l'autre en fonction de la disponibilité des points d'eau, de la distance et de la pression démographique au niveau de ces derniers. En saison des pluies, il y a une prédominance pour les eaux stagnantes (marigots, mares) qui constituent une source d'approvisionnement facilement accessible et sans coût. Les populations se tournent donc vers des sources d'approvisionnement non protégées, en particulier dans les communes d'Anéfif, d'Essouk et de Tinessako où cette source d'approvisionnement devient la source principale des populations. Les communes de Kidal, d'Aguelhoc, de Tessalit, de Timtaghène et d'Abeibara semblent moins touchées par ce phénomène compte tenu de la présence de nombreux points d'eau protégés tels que les forages ou les puits.

Comme mentionné en début de paragraphe, il convient de nuancer ces éléments compte tenu du fait que ce diagnostic a été réalisé au niveau des chefs-lieux de communes et que ces dernières sont équipées de réseaux d'adduction d'eau et de nombreux forages privés (Kidal, Abeibara, Aguelhoc, Tessalit). Cependant, au niveau de ces chefs-lieux de commune, la déliquescence des structures de gestion de l'eau suite aux événements de 2012 et le départ de l'administration font que ces réseaux ne sont plus entretenus et qu'ils ne fonctionnent que très partiellement, obligeant les populations à trouver des sources d'approvisionnement alternatives (puits et/ou forages privés, eaux stagnantes pendant la saison des pluies).

Cette tendance à utiliser des sources d'approvisionnement non protégées pendant la saison des pluies est confirmée par les populations interrogées pendant les focus groups. Ces dernières confirment la disparité qui existe entre le chef-lieu de la commune et les zones rurales. Dans tous les cas, les personnes interrogées répondent qu'elles utilisent cette eau qu'elles considèrent de très mauvaise qualité et/ou non potable car ils n'ont pas d'autres choix. En effet, les personnes interrogées mentionnent des paramètres organoleptiques tels que les odeurs, la couleur et/ou la présence de matière en suspension pour désigner la qualité de cette eau. Ils sont conscient que celle-ci est de mauvaise qualité mais qu'ils n'ont ni les moyens de faire autrement, ni la capacité de traiter l'eau.

Il est constaté que pendant la saison sèche, les populations font appel à des transporteurs privés pour répondre à leur besoin. Ces derniers vont se fournir généralement dans les villes / villages où l'on trouve des forages ou des puits privés en grand nombre. La réalité dans les villages plus reculés pourrait être tout autre avec des populations qui utilisent des points d'eau différents, en particulier les eaux stagnantes qui sont facilement accessibles pendant la saison des pluies.

Les événements de 2012 ont beaucoup contribué à la dégradation des conditions d'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante dans toute la région de Kidal. Les comités de gestion des points d'eau, actifs avant la crise, ne le sont plus aujourd'hui et beaucoup de membres sont partis pour fuir les

combats. Cette situation a contribué à accélérer le processus de dégradation des points d'eau existants qui ne sont plus entretenus et plus protégés contre des pollutions extérieures.

Enfin, la rareté de la ressource, la profondeur des nappes et le contexte géologique complexe dans la zone sont autant de difficultés qui contribuent à rendre la situation difficile. En effet, chaque nouveau point d'eau demande de gros moyens (campagne géophysique, matériels de terrassement, matériels de construction...), ce qui n'est pas à la portée des populations de la région.

Dans la majorité des localités, les infrastructures mises en œuvre présentent une grande vulnérabilité aux contaminations bactériologiques ; celle-ci est due à la nature des points d'eau mais également à l'usage multiple domestique/abreuvement.

Le tableau ci-dessous présente les villages où l'accès à l'eau est problématique d'après les informateurs clés interrogés.

Communes	Villages à accès à l'Eau Problématique	Type de problématique
Timtaghène	Pas de villages cités	Pas de villages cités
Boghasa	Pas de villages cités	Pas de villages cités
Essouk	Essouk ; Diarhi ; Déhédj ; Tinazraf ; Intachdaït.	Tarissement des puits
Kidal	Kidal.	Absence de barrage pour recharger les nappes.
Anefif	Taborack ; Tindersane ; Tecknewen ; Takoukelt.	Réhabilitation ouvrages interrompue à cause l'insécurité.
Abeibara	Aucun village spécifique cité	Vétusté des pompes des forages, tarissement des puits en saison sèche.
Tinzawatène	Inazraf ; Zakak ; Eghlalène	Insuffisance des points d'Eau et faibles débits de ceux existants.
Tessalit	Abanco, Saboghak	Nappes profondes, insuffisance du nombre de points d'Eau.
Aguelhoc	Anoumalène ; Taghlit ; Marate.	Insuffisance des ressources en Eau
Intadjedite	Achibogo ; Intadjedite, Tindoudou ; Ibalaghane ; Ifalfalane ; Inboulal ; Hama ; Inacheri	Nappe profonde
Tin Essako	Tin Essako ; Abiyau ; Inoufassene ; Tinassalack ; Inakarot ; Intéfirkir.	Nappes très profondes

RECOMMANDATIONS « ACCES A L'EAU » :

Améliorer les conditions d'accès à l'eau dans les communes les plus vulnérables

- Augmentation de la quantité de l'eau disponible (surcreusement, nouveaux forages, réseaux d'adductions d'eau)

- Réhabilitation des points d'eau à usage collectifs pour les protéger des contaminations extérieures
- Améliorer les designs des points d'eau pour tous les usages (consommations humaine et animal)
- Réactivation des comités de gestion et soutien / formation de ses membres
- Promouvoir les méthodes de traitements de l'eau à domicile

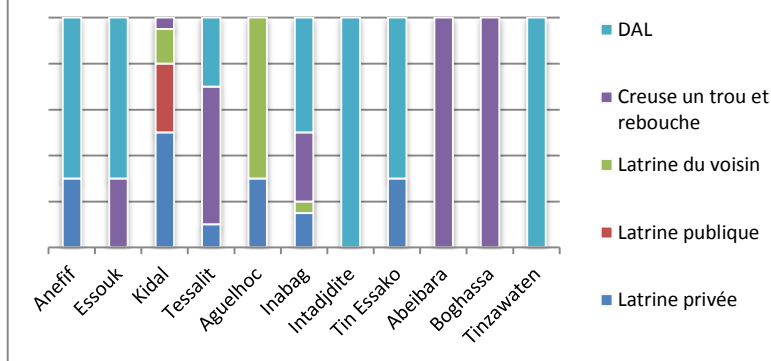


ASSAINISSEMENT

Il existe une grande disparité entre les villes et les milieux ruraux et entre les populations sédentaires et les nomades. En effet, dans les chefs-lieux, les gens utilisent des latrines privées et/ou publiques (écoles, centres de santé) alors que les gens vivant dans des zones plus éloignées pratiquent pour la plupart la défécation à l'air libre ou l'enfouissement. Les populations sédentaires utilisent des latrines privées quand ils en ont les moyens alors que les populations nomades défèquent dans la nature au grès de leurs déplacements. Les enfants, dans leur grande majorité, défèquent à l'air libre, dans la rue, sous un arbre ou dans les champs. Même lorsqu'il existe une latrine, les enfants ont tendance à déféquer à côté ne sachant pas ou ayant peur de les utiliser. En général, Les adultes ne gèrent pas les excréments des enfants. Seulement un petit nombre d'entre eux les évacuent dans la rue ou les latrines si elles existent, voir les enfouissent s'ils défèquent à l'extérieur des zones d'habitations.

Habitudes de défécation par communes

- Source : diagnostic Sol. Int. mars - avril 2013 -



Le graphique ci-dessus montre les pratiques de défécations par commune et par ordre d'importance. Dans les communes de Tinzawaten et d'Intadjidite, la majorité des gens pratiquent la défécation à l'air libre. Dans les communes d'Essouk et Tessalit, la population pratique la défécation à l'air libre mais un nombre non négligeable de personnes creusent un trou qu'ils rebouchent après défécation. Il s'agit de la pratique la plus courante dans les communes de Tessalit, d'Abeibara et de Boghassa. De nombreuses latrines privées et publiques existent dans la ville de Kidal et sont fonctionnelles et utilisées par les populations. Une fois de plus, cette situation n'est pas représentative de la situation sur l'ensemble de

la commune, y compris en ce qui concerne Kidal ville, puisque les pratiques varient beaucoup d'un quartier à un autre.

En termes de pratiques de défécation, les communes les plus vulnérables semblent être les communes d'Anéfif, d'Essouk, d'Intadjedite, de Tinessako et de Tinzawaten où la pratique la plus courante est la défécation à l'air libre. Lorsque les familles possèdent une latrine, celle-ci est généralement de type traditionnel en banco sans dalle de protection avec une fosse non aménagée. On trouve des latrines modernes, privées ou publiques, dans les communes de Kidal, Tessalit et Inabag.

Lors des focus groups, les populations rapportent utiliser les latrines pour protéger leur environnement, pour éviter les odeurs, pour ne pas être exposé aux regards des autres, et une minorité d'entre eux, pour se protéger des maladies et/ou pour l'hygiène. Pour s'essuyer les personnes, dans leur grande majorité, utilisent des cailloux ou du bois, et certains affirment utiliser de l'eau si celle-ci est disponible en quantité suffisante.

Pour les personnes qui possèdent une latrine, lorsque celle-ci est pleine, ils la rebouchent et en creusent une autre un peu plus loin. Il n'existe pas de système de lavage de mains au niveau des ouvrages sanitaires (ex : latrine). Il est à noter qu'un grand nombre d'individu possède des bouilloires ou ustensiles qu'ils utilisent pour se laver les mains et les pieds avant de prier. Dans la plupart des cas, ces items ne sont utilisées que pour les ablutions et pas tout au long de la journée pour se laver les mains aux moments clés.

En ce qui concerne la gestion des eaux usées, il n'existe aucun système de drainage dans les villes / villages des 11 communes de la région de Kidal. Il n'y a également aucune gestion au niveau local et familial. La population ne se préoccupe pas de ces eaux stagnantes par manque d'intérêt et/ou de connaissance sur leurs rôles de vecteurs de transmission de maladies hydriques.

Dans la majorité des cas, il n'y a pas de gestion des déchets au niveau des villages, les gens jettent les déchets à même le sol, dans la rue le plus souvent.

Une partie des personnes interrogées a cité l'incinération comme méthode de gestion des déchets mais, même chez les personnes qui le font, cette pratique n'est pas systématique et ils n'utilisent pas forcément des lieux dédiés à cet effet.

D'autre part, au niveau des chefs-lieux, les populations peuvent utiliser des espaces collectifs où sont déposées les ordures sans qu'il y ait de gestion particulière à ce niveau-là.

Enfin, quelques personnes ont pour habitude de déposer les ordures dans des champs et/ou des oueds, c'est-à-dire des zones reculées par rapport aux habitations.

Situation sanitaire par commune (sur base des discussions en focus group menés au niveau des chefs-lieux de commune)

Commune	Accès à des latrines	Pratiques hommes	Pratiques femmes	Pratiques enfants	Pratiques si DAL	Pratiques si latrine pleine	Pourquoi utiliser les latrines	Pourquoi les gens n'utilisent pas de latrine
Essouk	Aucune famille ne possède de latrine	DAL	DAL	DAL	Les gens font des trous et les rebouchent	non renseigné	- Pour éviter les regards - Ce sont les plus riches qui utilisent les latrines	A cause du manque de moyen
Tin-Essako	Aucune famille (0%)	DAL	DAL	DAL	non renseigné	non renseigné	non renseigné	Pas de latrine
Timtaghène	Une petite minorité à accès à des latrines	Latrine si existantes, sinon DAL	DAL	DAL (autour de la maison)	Les gens utilisent des cailloux et/ou de l'eau pour s'essuyer	Boucher ou évacuer dans la rue	- pour ne pas nuire à l'environnement	Pas de latrine
Boghassa	80% des gens du chef-lieu possèdent des latrines. Pas ou peu de latrine en milieu rural	Latrine	Latrine (séparation homme/femme)	La majorité défèque à l'air libre	N'existe pas (chef-lieu)	Reboucher et creuser une nouvelles latrine	- Pour l'intimité - Protéger l'environnement - Pour se protéger des maladies	N'existe pas (chef-lieu)
Anéfif	70% des familles utilisent des latrines (chef-lieu) Pas de latrine en milieu rural	Latrine privée	Latrine privée	DAL (les adultes les ramassent et les jettent dans la latrine)	N'est pas pratiquée (chef-lieu)	Reboucher et creuser une nouvelles latrine	- Protéger l'environnement	- les enfants pratiquent la DAL car ne savent pas utiliser les latrines
Tinzawatène	Peu ou pas de latrine	DAL (dans la brousse) ou latrines publics (dans les villages)	DAL	DAL	- les gens s'éloignent (100m) - ne creusent pas de trou - les adultes utilisent de l'eau	non renseigné	non renseigné	- Ne dispose pas de latrine - Pas dans les habitudes - Une grande majorité des gens pratiquent la DAL

Intedjedite	Pas de latrine	DAL	DAL	DAL	- Pas de trou - Toilette avec de l'eau si disponible	non renseigné	non renseigné	Pas de latrine
Abeibara	Latrine dans le village d'Abeibara Pas ou peu de latrine en milieu rural	Latrine (chef-lieu)	Latrine (chef-lieu) + séparation des genres)	En milieu rural la majorité des gens creusent un trou et le rebouchent	Aux champs ou dans la brousse	Reboucher et creuser une autre	- Pour éviter d'être exposé - Pour éviter longue distance - pour des raisons d'hygiène	- Ceux qui n'ont pas de latrine
Adelhoc	80% des personnes dans la commune	Latrines privées	Latrines privées	DAL (rue, arbre, à côté des cailloux)	- Les gens utilisent des cailloux ou morceau de bois - Certains utilisent de l'eau	Reboucher et creuser une autre	- Protéger l'environnement - Eviter les mauvaises odeurs - Les sédentaires plus que les ruraux	- Pas de latrine - Loin des latrines (si travail dans les champs)

Le tableau ci-dessous présente les villages où l'accès à l'assainissement est problématique d'après les informateurs clés interrogés.

Communes	Villages où l'assainissement est problématique	Type de problématique
Essouk	Tekankante, Diarhi, Essouk, Tamatailalet, Tinazesafe,, Chadjane, Terrist	Pas de gestion des déchets + excréta animal et humain + pas de latrine
Tessalit	Aucun village cité	Aucun village cité
Kidal	Kidal (quartier intikoi)	Il n'existe pas ou peu de latrine dans ce quartier
Anefif	Toute la commune	DAL, pas de gestion des déchets
Abeibara	Anharc, Tassissat, Abeibara, Tidinamist	Manque de latrines
Boghassa	Boghassa	Pas de structure de gestion de l'assainissement
Tinzawatène	Camp de réfugiés	Absence de gestion des déchets Besoin d'une couverture sanitaire
Aguelhoc	Tinanzile, Anoumalane, Inafeke, Talabite, Oukinik, Tasidjdimte, Matalmene, Marate, Taghelite	Manque de latrine, problème sanitaire généralisé
Timtaghène (Inabeg)	Inabag, Tinkar, Tayhoten, Tazifawen, Almahmoud, Tachrak	Manque de latrines, de structures sanitaires
Intadjedite	Toute la commune	Pas de latrines, défécation à l'air libre
Tinessako	Tinessako	Absence de latrine, absence d'incinérateur dans les lieux publics

RECOMMANDATIONS « CONDITIONS SANITAIRES » :

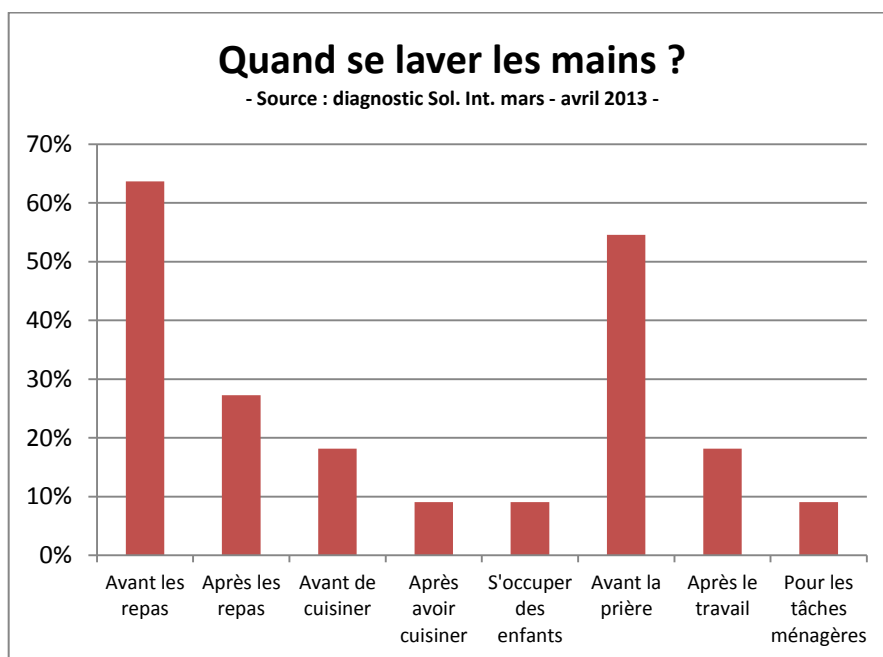
Améliorer les conditions sanitaires

- Améliorer l'accès à des infrastructures sanitaires pour limiter les risques de maladies hydriques et la contamination des points d'eau
- Identifier et former des leaders communautaires à la promotion de l'hygiène et insister sur les messages liés à la gestion des déchets, l'hygiène personnelle et l'importance de la gestion des excréta
- Organiser des sessions de promotion de l'hygiène dans les écoles
- Améliorer les systèmes de gestion des eaux pluviales et en particulier dans les villes et villages où le risque inondation est importante
- Développer des structures de gestion des déchets au niveau communautaire



HYGIÈNE

Dans 73% des communes diagnostiquées, les personnes interrogées disent se laver les mains. En général, cette pratique est l'apanage des adultes. Les enfants ne se lavent pas les mains et personne ne prend cette responsabilité pour eux.



La pratique la plus courante pour se laver les mains est d'utiliser de l'eau sans autre produit (63,6% des communes). Les gens utilisent de l'eau et du savon seulement si ils ont accès à ce produit et selon leur moyen (27,3% des communes diagnostiquées). Un grand nombre de famille n'a pas les moyens d'acheter du savon. Un petit nombre d'entre eux utilise des racines locales, du sable ou se lavent les mains sans utiliser de produit (moins de 10% des communes).

Enfin, les personnes interrogées soulignent que si les personnes ne se lavent pas les mains, c'est en général pour économiser l'eau.

Pour 50% environ des personnes interrogées, il est important de se laver les mains pour avoir une bonne hygiène personnelle. Seulement 9% des personnes interrogées mentionnent les maladies comme raison pour se laver les mains.

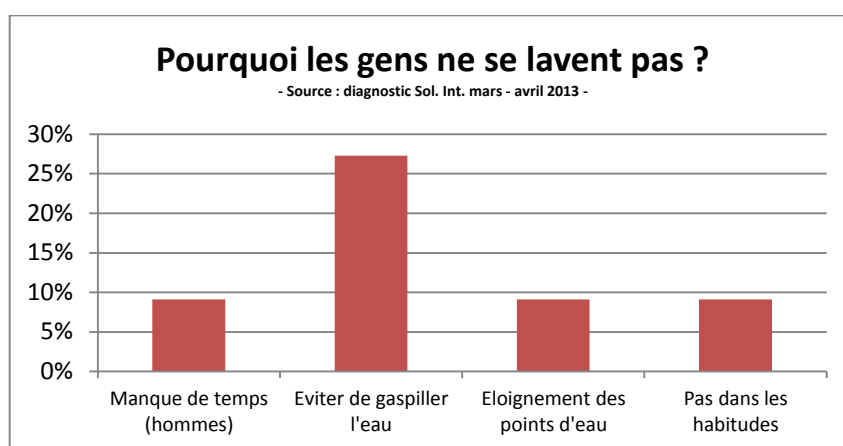
Concernant l'hygiène corporelle, les populations utilisent des latrines pour se doucher quand elles existent (45,5% des personnes interrogées), sinon, la majorité se lave dans la cour des maisons ou dans les champs (les femmes s'éloignent pour pouvoir se dérober au regard des autres).

La majorité des gens se lave entre une à deux fois par semaine dans toute la région de Kidal en fonction de la disponibilité de la ressource. Seulement dans les chefs-lieux où la ressource est plus disponible, les individus se lavent tous les jours.

Dans la majorité des cas, les personnes se lavent afin d'être propre (45,5% des communes diagnostiquées) mais également pour la prière (27,3%). Seulement 18,8% des individus interrogés expliquent que c'est pour éviter les maladies

Dans la majorité des cas, les gens considèrent que se laver n'est pas une priorité, ils privilégient l'eau pour la boisson et la préparation de la nourriture. Pour les personnes interrogées, utiliser de l'eau pour se laver est considéré comme du « gaspillage » compte tenu de la rareté de la ressource. Comme mentionné précédemment dans ce rapport, l'eau est utilisée aussi bien pour la consommation humaine qu'animale et les quantités ne sont pas suffisantes pour pouvoir être également utilisées pour l'hygiène corporelle.

De plus, les grandes distances qui peuvent séparer les habitations des points d'eau ne permettent pas aux populations de transporter de grandes quantités, les moyens de transport étant limités, les personnes se fournissent essentiellement pour la boisson et la cuisine.



RECOMMANDATIONS « HYGIENE » :

Améliorer les connaissances en hygiène des populations cibles

- Campagne de promotion de l'hygiène
- Accompagnement des collectivités pour avoir des conditions propices à l'application des bonnes pratiques d'hygiène (quantité d'eau disponible pour l'hygiène corporelle)
- Former les enseignants, les personnels de santé des centres de santé actifs de la région et les leaders communautaires à la promotion de l'hygiène



SANTE

1. Maladies fréquentes

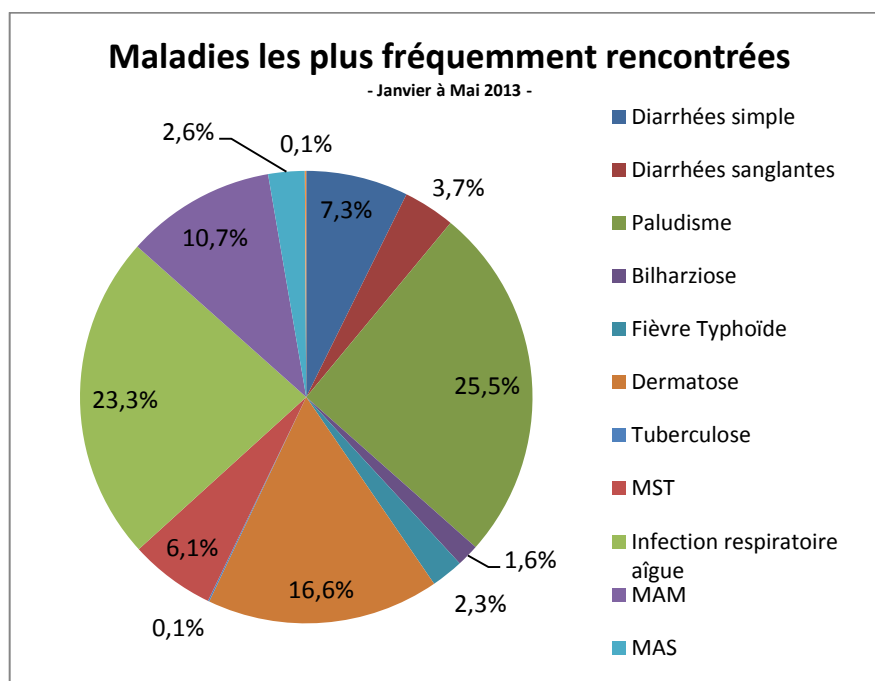
La corrélation entre les maladies rencontrées dans les communes (relevées par les informateurs clé) et les données collectées dans les centres de santé est évidente. Les maladies les plus fréquentes dans toute la région de Kidal sont le paludisme, les infections respiratoires, les dermatoses, la malnutrition aigüe modérée et les diarrhées simples. Au niveau des communautés, les personnes ressources ont toutes cité le paludisme et les diarrhées simples (cas rencontrés dans les 11 communes). Les maladies infectieuses respiratoires et les dermatoses sont également très souvent rencontrées dans la région (8

communes sur 11 enquêtées).

Au moment du diagnostic, une épidémie de rougeole était relevée par l'ensemble des informateurs clés. Cependant, du 10 au 17 avril 2013, une campagne de vaccination a été organisée avec le concours de MDM-Belgique. Après cette intervention, aucun cas de rougeole n'a été signalé dans la région.

Il est important de noter le pourcentage élevé de communes où les personnes clés interrogées ont cité la MAM (63,6%), la MAS (45,5%) et la malnutrition chronique (36,4%) comme maladies fréquemment rencontrées sur le terrain. La dernière campagne de dépistage actif de la malnutrition dans la région de Kidal a été menée par MDM-Be en septembre 2012 auprès de 8821 enfants de 6 à 59 mois. A cette occasion, des taux de malnutrition relativement élevés ont été constatés, à savoir des taux de Malnutrition Aigüe Modérée à 10,55%, Malnutrition Aigüe Sévère à 2,50%, et Malnutrition Aigüe Globale à 13,05%. De plus, les récents événements ont entraîné la fuite du personnel médical dans les zones ciblées avec comme conséquence la perte d'information (certains centres de santé n'avaient pas de registre disponibles et ne pouvaient répondre à nos questions).

Les communes les plus touchées par la malnutrition sont, d'après les données récoltées dans les centres de santé soutenus par MDM-Belgique : la commune de Kidal, la commune de Tessalit, la commune de Timtaghène, la commune d'Intadjedite et la commune de Tinzawaten



*Source : données collectées au niveau des centres de santé soutenus par MDM-Belgique. Le pourcentage représente le nombre de cas d'une maladie donnée sur l'ensemble des hospitalisations enregistrée au niveau des CS (entre le 01 janvier et le 31 mai 2013).

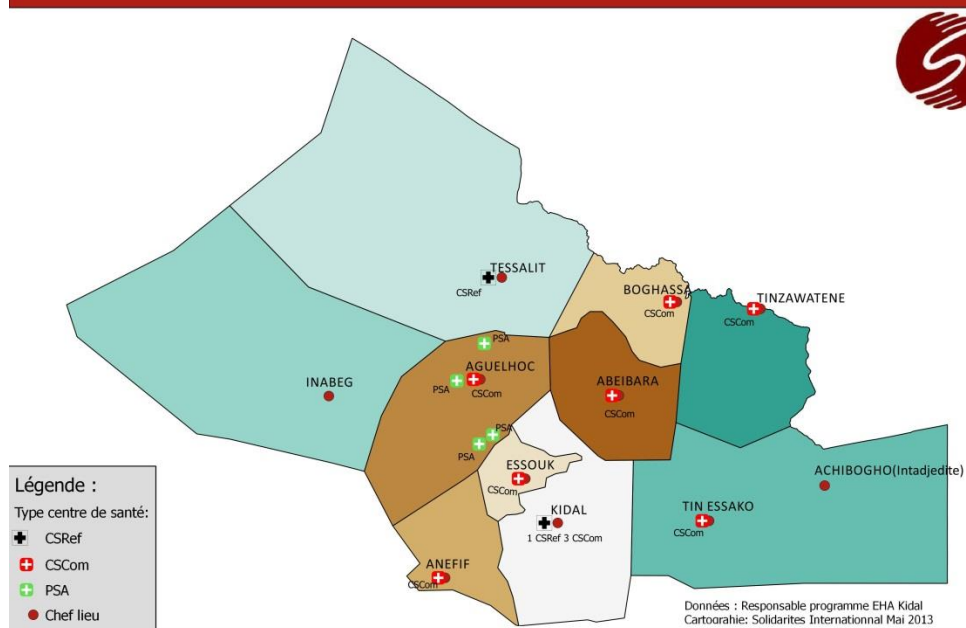
2. Capacités d'accueil, ressources humaines et conditions de travail

Dans la région de Kidal, il existe 19 structures de santé dont 15 de ces structures sont actuellement soutenues par MDM-Be (cf carte ci-dessous).

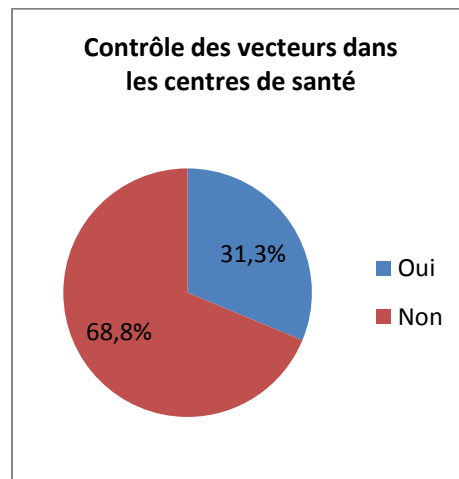
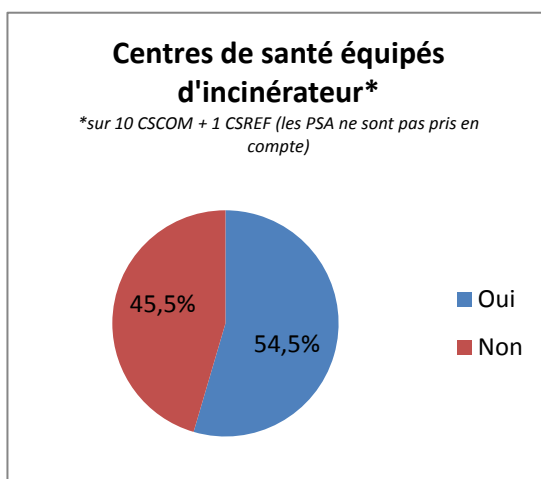
Suite à la crise de 2012 de nombreux personnels de santé ont fui la zone, l'approvisionnement en intrants thérapeutiques a été interrompu et le matériel médical volé. Ces éléments ont contribué à la détérioration du fonctionnement de ces structures. Ces structures, suite à la déliquescence des directions techniques étatiques consécutive aux événements de 2012, ont fonctionné sans support logistique ni financier jusqu'à que MDM-Be reprenne ces activités dans la région.

Les deux centres de santé de référence sont situés dans les communes de Tessalit et de Kidal. Toutes les communes ne sont pas logées à la même enseigne en terme de couverture médicale. En effet, la distance entre les centres de santé de référence et les chefs-lieux de commune est comprise entre 100 km, pour la commune la plus proche (commune Aguelhoc) et 360 km, pour la commune la plus éloignée (commune de Tinzawatène).

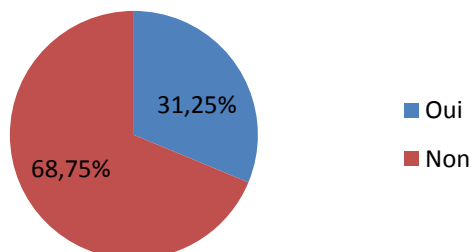
LOCALISATION CENTRES DE SANTE DIAGNOSTIQUES PAR SOL. INT. - REGION DE KIDAL -



3. Hygiène hospitalière et gestion des déchets



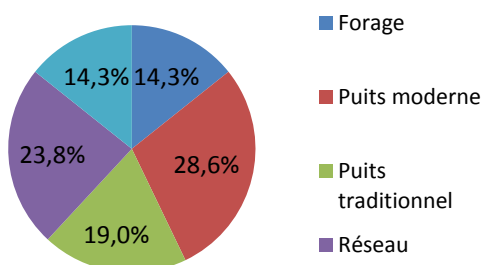
Centres de santé équipés de douche



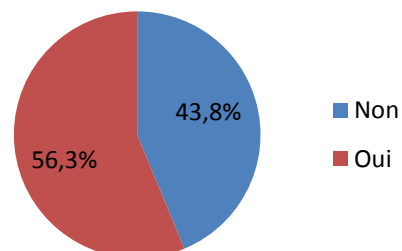
L'entretien quotidien des salles à l'aide d'eau de javel ou de solution chlorée n'est pas toujours effectif dans tous les CSCOM. Le contrôle des vecteurs (mouches, moustiques) n'est effectif que dans 30% des centres de santé. De même, un tiers des centres de santé seulement est équipé de douches. Concernant la gestion des déchets, au total, 3 incinérateurs ont besoins d'être réhabilités sur les 6 existants (CSCOM de Tessalit, CSCOM d'Anéfif et CSCOM d'Etambar) et 6 centres de santé ne sont pas équipés d'incinérateurs (Boghasa, Abeibara, Tinessako, Essouk, Aliou et Kidal)⁴.

4. Accès à l'eau

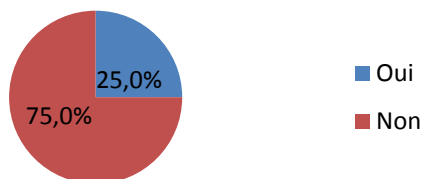
Type de points d'eau utilisés par les CS



centre de santé avec un déficit en eau



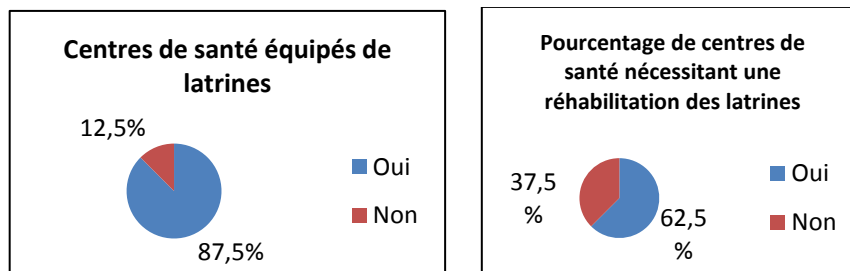
Traitement de l'eau au niveau des centres de santé



⁴ Pour plus d'information se référer à Sol.Int. et à son diagnostic de chacun des centres de santé de la région de Kidal

L'accès à l'eau reste problématique dans plus de la moitié des centres de santé. Le traitement de l'eau n'est lui effectué que dans 25% des centres de santé⁵.

5. Assainissement



La plupart des centres de santé disposent de latrines mais souvent en quantité insuffisante ou nécessitant une réhabilitation⁶.

6. Villages où la santé est problématique (d'après les personnes interrogées)

Commune	Villages
Essouk	Intachetayte, Teridje, Tanazroul, Tamatailate, Djarhile
Timtaghène	Inabag, Tinkar
Tinessako	Toute la commune
Anéfif	Toute la commune
Tessalit	Toute la commune
Abeibara	Anhar, Tassissat, Tidinamist, Takarkada

RECOMMANDATIONS « SANTE » :

Améliorer les conditions EHA des centres de santé

- Assurer l'accès à un paquet EHA minimum dans les structures de santé (accès à l'eau, latrines, gestion des déchets)
- Renforcer le support aux ASACOs dans la gestion des conditions sanitaires des centres de santé
- Former le personnel de santé à la bonne gestion des déchets et aux bonnes pratiques d'hygiène dans le milieu médical.

Poursuivre et renforcer la prise en charge dans les centres de santé

- Renforcer l'accès aux médicaments dans les CSCOM
- Renforcer la présence et les capacités du personnel de centres de santé
- Poursuivre le dépistage actif de la malnutrition et sa prise en charge
- Renforcer le support aux ASACOs dans la gestion des centres de santé

⁵ Pour plus d'information se référer à Sol.Int. et à son diagnostic de chacun des centres de santé de la région de Kidal

⁶ Pour plus d'information se référer à Sol.Int. et à son diagnostic de chacun des centres de santé de la région de Kidal



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1. Marchés

❖ Fonctionnement des marchés

Les marchés de la région de Kidal n'ont pas de jours particuliers d'ouverture. Il s'agit souvent d'un ensemble de boutiques, dont les commerçants sont propriétaires, sans qu'ils ne soient perçus comme de véritables foires à l'image d'autres régions du pays.

Depuis le début de la crise, les marchés ont réussi à conserver un certain fonctionnement, mais la fermeture des frontières perdurant et le pouvoir d'achat des populations s'étant fortement réduit, beaucoup de boutiques ont dû fermer en raison du départ des commerçants, des difficultés d'approvisionnement ou du manque de clientèle.

Dans l'ensemble de la région, le marché de Kidal est le seul réellement et suffisamment fourni, même s'il accuse plusieurs boutiques fermées (10% au grand marché et 50% au marché Aliou) du fait de la baisse de la demande. C'est le seul à disposer de grossistes qui alimentent le reste des marchés de la zone. Dans certains autres chefs-lieux comme Essouk, Boghassa ou Achibogo, il est possible de trouver un certain nombre de boutiques éparses (entre 20 et 40), actuellement en prises à de gros problèmes d'approvisionnement, et qui font office de marchés pour les populations. Elles reçoivent 5 à 10 clients par jour et vendent principalement des céréales (riz, semoule et pâtes alimentaires).

Hors Tinzwatène, on constate que les marchés proches de la frontière algérienne (Tessalit, Boghassa, Tin-Essako, Achibogo) gardent un fonctionnement quasi normal alors que les marchés des communes intérieures (Essouk, Adjelhoc, Abeibara) font état de forts taux de fermeture de boutiques.

Pour les grands marchés de la région, hors Kidal, (Tinzwatène, Adjelhoc), on constate également un grand nombre de boutiques fermées en lien avec l'insécurité dans la zone (zones très proches des combats). Ainsi, le marché de Tinzwatène voit 85% de ses boutiques fermées, et Adjelhoc environ 70%. A noter que la commune de Timtaghène ne dispose pas de marché. Les habitants de la commune vont s'approvisionner à Adjelhoc, Kidal ou en Algérie.

La région de Kidal n'est pas régie par un cadre institutionnel et juridique. Aucune taxe gouvernementale ou patente n'est appliquée, et ce, de façon générale.

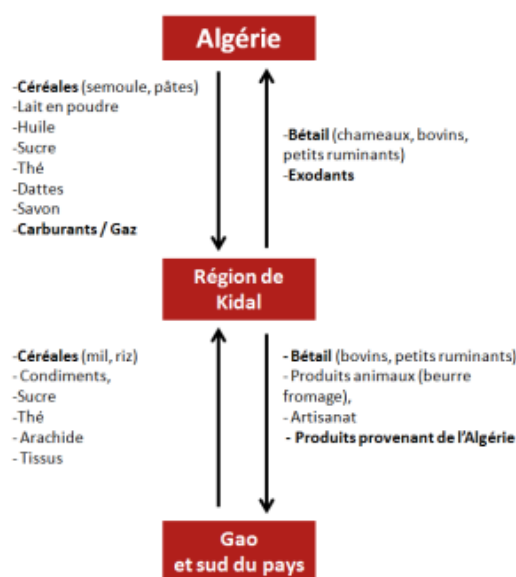
Les marchés semblent particulièrement bien connectés avec une majorité de commerçants ayant un accès aux systèmes de marché tant malien qu'algérien. Les informations sur les prix ou les transports utilisent des canaux informels du bouche-à-oreille avec nombre de liaison par téléphone permettant ainsi une intégration rapide au système de marché et une importante réactivité des commerçants.

❖ Situation des commerçants

Les commerçants de la zone sont généralement propriétaires de leurs boutiques. Peu d'entre eux, sauf quelques importants grossistes, possèdent un compte bancaire. L'argent passe généralement de main en main. Il est également capitalisé et épargné sous forme de cheptel (petits ruminants pour la

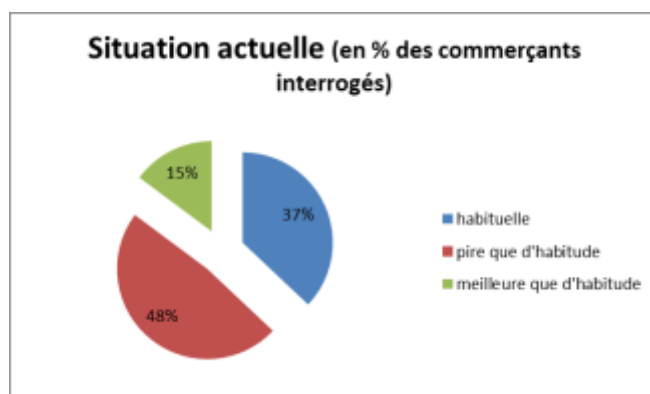
trésorerie et gros ruminants pour l'épargne). Ces commerçants sont largement autofinancés avec parfois le recours à de l'emprunt familial.

La fermeture de nombreux magasins est un signe révélateur d'une situation extrêmement compliquée pour les commerçants qui, pour la plupart (80% des 27 marchands interrogés dans les différents marchés de la région), font état de gros problèmes d'approvisionnement entre autre du fait de la fermeture de la frontière algérienne mais aussi de la coupure de l'axe Gao-Kidal, et des nombreux check-point entre Ménaka et Kidal. En effet, la plupart des commerçants s'approvisionnent en Algérie ; seules les communes d'Anefif et Kidal ont un accès direct restreint aux marchés de Gao, Niamey ou Bamako (pour des articles comme le thé, savon et charbon mais aucune céréale ne transite par cet axe).



Voies de transit des marchandises à destination et en provenance de la région de Kidal

Le graphique ci-contre révèle que 48% des 27 commerçants interrogés au sein des marchés de la région de Kidal jugent la situation actuelle pire que d'habitude, alors que 15% seulement arrivent à profiter économiquement de la situation actuelle (en particulier, quelques commerçants des marchés frontaliers Tessalit et Boghassa).



La frontière fermée, couplé à l'enclavement de la région en début de conflit, les coûts de transport à l'importation depuis l'Algérie ont augmenté fortement.. D'autre part, les échanges avec les marchés du sud ont fortement diminué. Du fait du conflit, une réduction significative du volume transité était déjà notable en janvier/février 2013 par peur des frappes aériennes mais aussi à cause des contrôles renforcés (difficultés des échanges frauduleux approvisionnant habituellement largement les marchés du nord).

Une livraison en provenance des marchés de Kidal ou même Gao avoisine les 25000 à 50000 FCFA/tonne de céréales mais les commerçants vont payer entre 40000 et 150000 FCFA/tonne de céréales pour s'approvisionner (la plupart du temps frauduleusement) en Algérie. Beaucoup de différences sont notées en fonction des commerçants concernant les coûts de transport en provenance d'Algérie du fait :

- qu'aucune réglementation n'existe
- que les distances varient pour chaque marché et donc que les coûts de transport évoluent
- que le prix du carburant a fortement augmenté
- que les passages de frontière se font frauduleusement
- que chaque commerçant utilise un moyen et un réseau différent (et donc plus ou moins coûteux) pour s'approvisionner.

Les prix au consommateur étant fixés, pour la plupart des commerçants interrogés (85%), en fonction des coûts d'approvisionnement ainsi qu'en fonction de la possible spéculation en lien avec la communication informelle, les populations font ainsi face à une augmentation des prix sur les marchés (depuis le début du conflit). Cela complique encore davantage leur accès à ces denrées, déjà peu nombreuses. A noter tout de même, qu'au moment du diagnostic, certains prix revenaient à un niveau plus normal, comme en particulier les prix du gaz, gazole et essence.

<i>Prix des marchés en FCFA</i>	<i>Prix au moment du diagnostic (Avril 2013)</i>	<i>Prix post-événement (23 janvier 2013)</i>	<i>Prix post-événement (16 janvier 2013)</i>	<i>Prix d'avant l'événement (6 janvier 2013)</i>	<i>Prix en période de soudure (mois d'août « normal »)</i>	<i>Prix en période de soudure : août 2012 (sécheresse + conflit)</i>
Eau (200L)	750	1 000	1 000	750	-	-
Riz (50kg)	22500	22 000	20 000	18 000	20 000	22 500
Semoule (25kg)	7500	7 500	7 500	6 000	-	-
Mil (50kg)	-	15 000	15 000	12 500	17 500	25 000
Lait en poudre (boite de 500g)	1500	1 400	1 300	1 200	1 250	1 750
Huile (L)	1000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Sucre (kg)	600	600	600	500	600	600
Sel (kg)	-	300	300	300	-	-
Viande (kg)	3000	3 000	3 000	3 500	-	-
Savon (boule)	400	300	350	300	-	-
Gaz (bouteille)	6000	9 000	8 000	7 000	-	-
Gazole (L)	450	550	500	500	-	-
Essence (L)	500	700	700	600	-	-

Selon les enquêtes effectuées auprès des commerçants, ils déclarent qu'en moyenne 20% des produits qu'ils vendent sont achetés à crédit (avec des forts taux notés auprès des commerçants des marchés de Boghassa ou Tin-Essako par exemple – jusqu'à 50% et 70% d'achats à crédit). Ces crédits sont contractés auprès des fournisseurs ou des parents.

Environ 25% des produits sont vendus à crédit aux consommateurs. Traditionnellement, et comme évoqué par certains, pour des raisons religieuses, les taux d'intérêt demandés sont, la plupart du temps, nuls. Les temps de remboursement demandés semblent aussi flexibles d'après les commerçants, passant « d'un mois » à « pas de délai » ou « lorsque le client aura de l'argent ».

Le stockage est particulièrement utilisé durant la saison des pluies, car le reste de l'année il n'y a pas de stock à proprement parler mais juste un écoulement tournant généralement autour d'un mois (temps entre deux approvisionnements). Ce stockage se fait généralement au niveau de la boutique, seuls les quelques gros commerçants ont des lieux dédiés au stockage. Enfin, à noter la problématique du stockage dans la zone, qui, pour les commerçants comme pour les populations, est rendu difficile par la présence de parasites ou rongeurs. En effet, sur 19 commerçants interrogés pratiquant le stockage pour minimum 15 jours, 14 font état de problèmes de stockage du fait des nuisibles. D'autres problèmes de conservation dus à l'humidité et aux dates de péremption sont généralement évoqués. Les coûts de stockage sont un problème évoqués par les plus gros commerçants et le vol semble être une préoccupation pour nombre de commerçants interrogés.

❖ Clientèle

En temps normal, les marchés des communes de la région restent déjà des marchés d'appoint pour s'approvisionner en denrées de première nécessité. Les ménages n'hésitent en effet pas à faire plusieurs jours à dos d'âne ou de chameau pour s'approvisionner à Kidal ou en Algérie. Depuis le début de la crise, cette tendance s'est accentuée du fait des gros problèmes d'approvisionnement des marchés locaux et donc de la fermeture de nombreuses boutiques. De plus, des marchés temporaires sont parfois installés au niveau des points d'eau par des commerçants vendant quelques denrées de première nécessité à partir de leur camion.

Cependant, la population fait aujourd'hui face à une difficulté de déplacement du fait de l'insécurité et du manque de moyens de déplacement à coût réduit. Les ménages qui se déplaçaient habituellement en transport public ont vu ces derniers devenir beaucoup plus chers, en particulier en raison de la rareté du carburant dans la région). La population est également confrontée à la fermeture de la frontière, rendant difficile l'accès aux marchés algériens et nécessitant des passages frauduleux coûteux et dangereux.

Les principaux achats effectués sur les marchés de la région sont les céréales (semoule, riz, pâtes), le lait, thé, sucre et dans une moindre mesure la viande. Les informateurs clés interrogés dans les chefs-lieux de commune indiquent également qu'en termes de biens non alimentaires, les ménages essayent d'acheter en priorité des produits d'hygiène, des médicaments ou des vêtements.

Cependant, d'après les personnes interrogées, il n'y aurait plus de fruits, de légumes (à part sur Tinzawatène, principale commune de maraîchage de la région), de mil ou de maïs dans l'ensemble de la région, preuve d'une coupure de l'axe d'approvisionnement avec le sud du pays pour la plupart des denrées (seuls le thé, le savon ou le charbon arrivent à Kidal depuis le Sud).

Le tableau page suivante reprend les prix bas et haut retrouvés sur les différents marchés de la région, ainsi que l'origine des denrées.

	Unité	Moyenne quinquennale (Mars 2008-2012)	Prix de vente bas	Prix de vente haut	Origine de la denrée
		(en FCFA)	(en FCFA)	(en FCFA)	(ville ou marché /pays)
Semoule	kg	307	300	500	Algérie
	Sac de 25kg		7200	8500	
Riz importé	kg	425	400	600	Algérie
	Sac de 50kg		20000	25000	
Pâtes alimentaire	500g		225	500	Algérie
Huile	L		900	1000	Algérie
Lait en poudre	Paquet 500g		1350	1750	Algérie
Sucre	kg		600	700	Algérie
Thé	Paquet 100g		400	500	Gao/Kidal/Niger/Algérie
Viande chèvre/ mouton	kg		2000	3500	localement
Viande bœuf	kg		2000	2000	localement
Viande chameau	kg		2000	2500	localement
Mouton	Tête		20000	60000	localement (semble très cher à Abeïbara et Tinzawatène)
Chèvre	Tête		15000	45000	localement (semble très cher à Abeïbara et Tinzawatène)
Bœuf	Tête		80000	700000	localement (semble très cher à Essouk)
Chameau	Tête		125000	600000	localement (semble très cher à Essouk)
Savon	Boule		150	400	Algérie/Kidal/Gao
Essence	L		500	750	Algérie
Gazole	L		400	600	Algérie
Charbon	Sac de 50kg		2000	10000	2000 à 6000 localement; 10000 origine Gao

A noter que les prix élevés des petits ruminants sur certains marchés montrent probablement une faible présence de ce type de bétail en élevage dans la commune en question.

Enfin la fermeture de la frontière limite considérablement la vente du bétail à l'extérieur (principaux marchés vers Gao et Algérie) ce qui entraîne une baisse de la valeur marchande des animaux et donc un pouvoir d'achat des ménages en forte diminution actuellement.

2. Consommation alimentaire

❖ Consommation des ménages

Kidal étant une région d'élevage, la viande et le lait restent des piliers de l'alimentation dans la zone. Cependant, lorsqu'est posée la question des denrées consommées, les principales réponses données sont la semoule, le riz, les pâtes alimentaires et dans une moindre mesure le thé, le sucre, le lait, le mil ou les dattes. Seuls les habitants de Tinzawatène ont des consommations particulières pour la zone à savoir des lentilles, et les habitants d'Anéfif de la farine de Maïs.

Ces habitudes de consommation diffèrent peu des préférences de la population selon les habitants rencontrés en focus group. Cependant, la population préférerait consommer plus de riz ou même de mil ; ce qui parfois n'est pas rendu possible du fait du coût élevé de ces produits ou de leur faible disponibilité sur les marchés.

Le stockage des aliments au niveau des ménages se fait dans des magasins lorsqu'ils existent ou directement dans la tente sous des bâches ou des couvertures. Ce mode de stockage rend perturbant l'effet de l'humidité ou des prédateurs tels que les termites, rongeurs ou autres insectes.

Au moment du diagnostic, la quasi-totalité des personnes interrogées étaient globalement insatisfaites de la quantité et de la qualité de leur alimentation actuelle.

De plus, la quasi-totalité des personnes interrogées affirmaient que les ménages de la zone avaient été obligés de réduire leur consommation de nourriture par rapport à d'habitude à la même période. Seuls les interlocuteurs de la commune d'Anefif et Tinzwatène n'ont pas remonté cette situation. La principale raison évoquée pour cette diminution est un manque de revenus actuellement qui a fortement diminué le pouvoir d'achat des ménages coïncidant avec la hausse des prix sur le marché. D'autre part, l'insécurité, la fermeture de la frontière algérienne, les prix en hausse sur les marchés ou le manque de disponibilité et d'accès aux marchés ont été évoqués.

En termes d'accès privilégié, ce sont les femmes et les enfants qui sont prioritaires en cas de restriction nécessaire de la consommation.

Certains interlocuteurs des communes ont réussi à caractériser des zones plus touchées par l'insécurité alimentaire. Ces informations sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Commune	Sites plus touchés
Adjelhoc	Secteur Adjelhoc, Taghelite, Inamzile, Inakafelle, Anoumalane, Matalmene, Telabite
Tinzawatène	Tinzawatène village et site de réfugié
Timtaghène	Inabag, Tinkare, Tizafawen, Tayhoten, Almahmoud

Toutefois, quasiment toutes les zones ont connu une pénurie alimentaire le mois précédent l'enquête (fermeture de la frontière et conflit). Seules les communes à proximité de Kidal, à savoir Essouk et Adjelhoc, semblent avoir été épargnées.

❖ Sources de nourriture

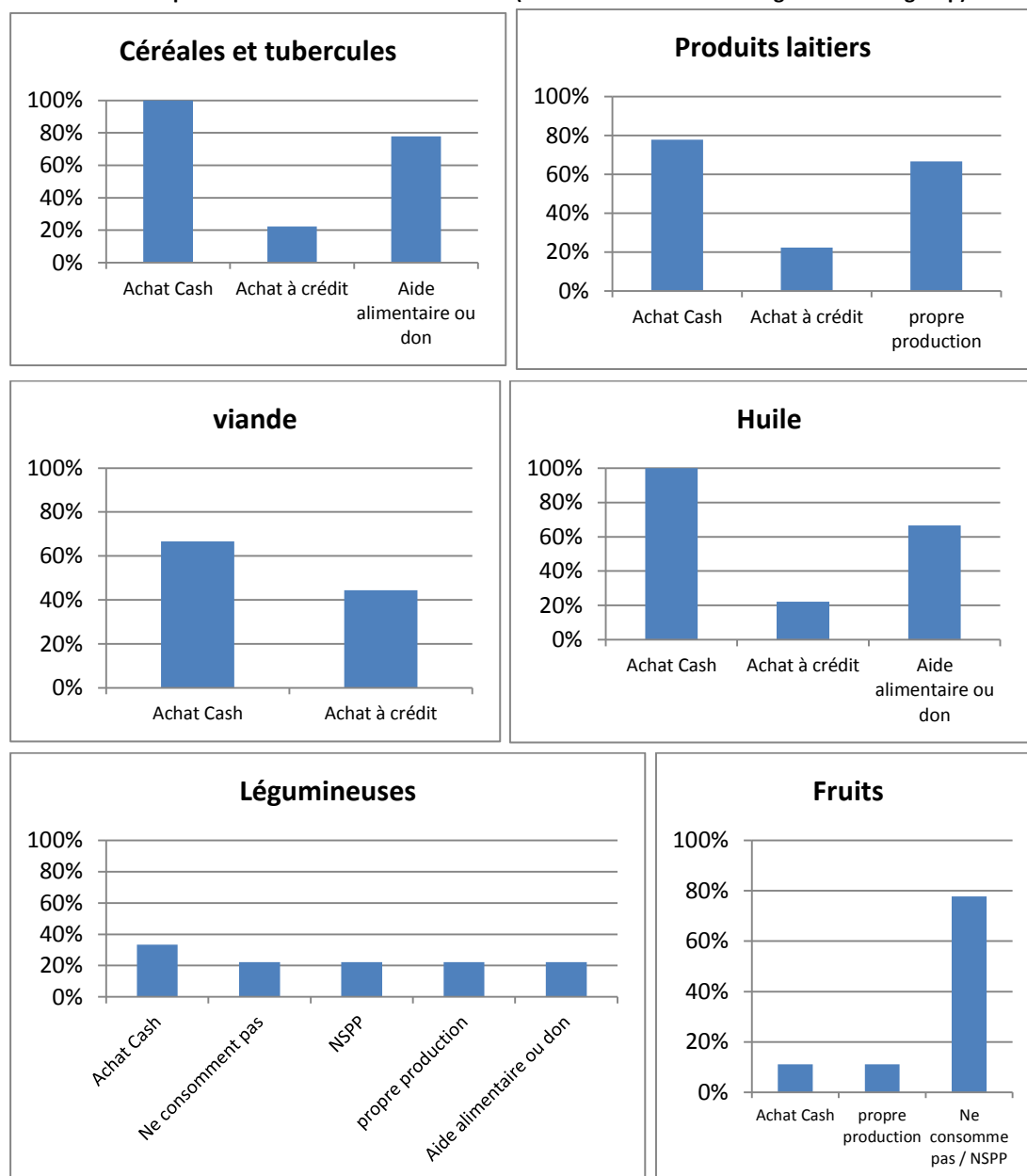
Habituellement, les principales sources de nourriture sont majoritairement les achats sur les marchés intérieurs ou algériens pour les communes frontalières. Certains habitants de la commune d'Anefif se rendent également à Gao pour s'approvisionner.

Concernant la viande et les produits laitiers, les habitudes se partagent entre l'achat sur le marché ou la consommation de la production personnelle. L'achat de lait sur les marchés se concentre en période hors lactation. Pour la viande, l'achat sur le marché est en effet privilégié pour les communes vivant majoritairement de maraîchage (Tinzawatène) mais surtout d'élevage de camelins ou de bovins (Adjelhoc, Tin-Essako, Intadjedite), plus souvent utilisés comme capital vivant. A contrario, les habitants des communes vivants principalement d'élevage de petits ruminants consomment plus leur propre production (Essouk, Anefif, Boghassa). Par ailleurs, les habitants de la région de Kidal ne sont pas de grands consommateurs de fruits ou de légumes ou seulement de façon très localisée pour les populations pratiquant le maraîchage (principalement à Tinzawatène) et pour lesquels la consommation de leur production prédomine.

Enfin, depuis la crise de 2012, l'aide alimentaire est devenue une source de nourriture primordiale pour la population, localisée dans certains cercles : à l'époque de l'étude seule les zones couvertes par Norwegian Church Aid (NCA), partenaire du PAM, ou par le CICR recevaient de l'aide alimentaire.

Les achats à crédit de biens alimentaires de base (céréales, huile) ou de confort (sucre, lait, condiments) semblent bien plus localisés dans quelques communes enclavées (Abaibara, Essouk et en moindre mesure Anefif).

Principales sources de nourriture en 2013 (en % de communes interrogées en focus group)



3. Moyens d'existence

❖ Activités économiques et sources de revenus

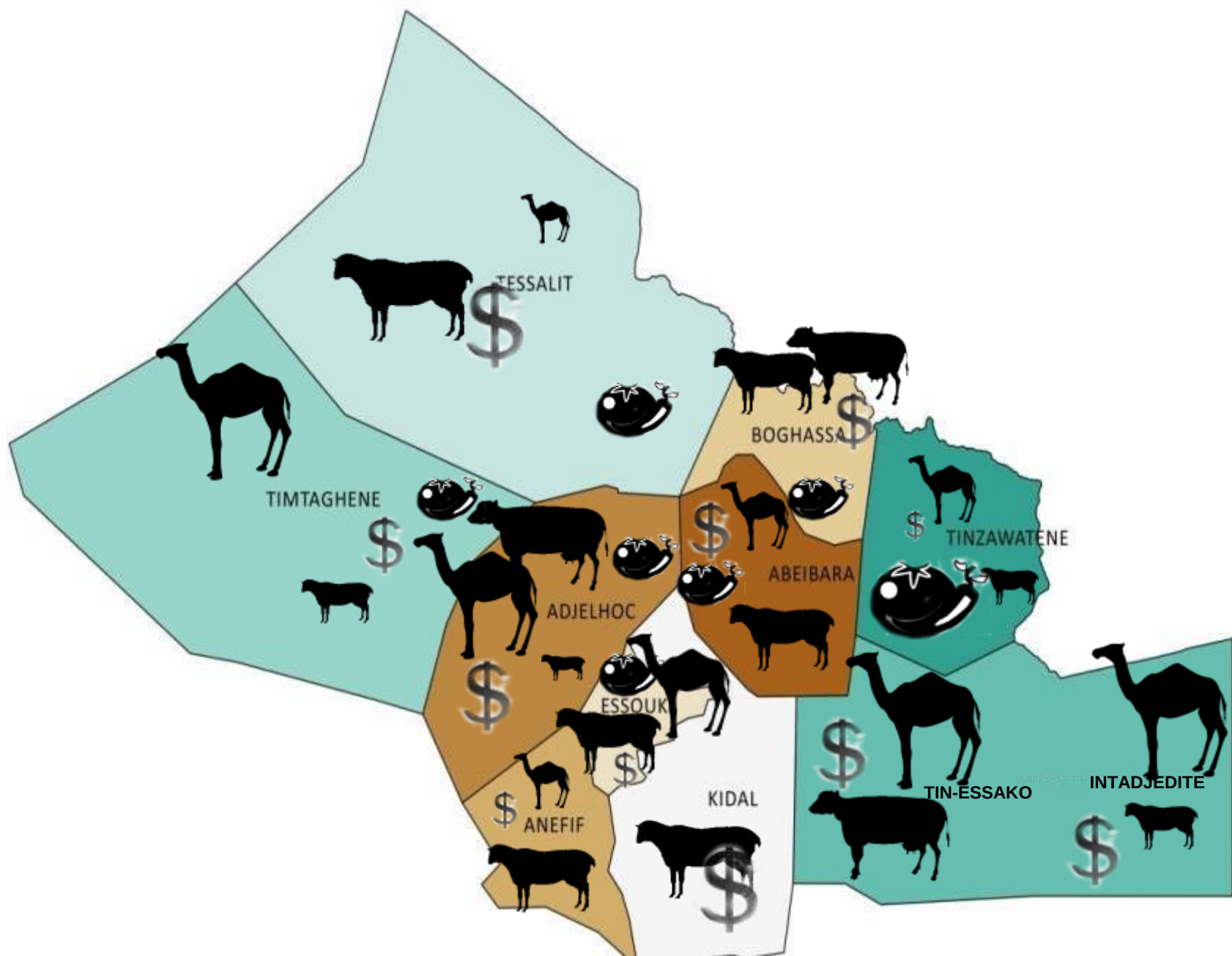
La région de Kidal se trouve principalement dans la zone de moyens d'existence ML02 (Pastoralisme nomade et transhumant) ; les communes de Timtaghène et Tessalit (les plus étendues de la région) étant arbitrairement à cheval également sur la zone de moyens d'existence ML01 (nomadisme et commerce transsaharien).

Les activités socio-économiques que mènent les populations de la région de Kidal sont principalement l'élevage (camelins, bovins et/ou petits ruminants) et le commerce. Certaines zones spécifiques pratiquent le maraîchage (activité principale dans la commune de Tinzawatène mais plus secondaires dans les communes d'Adjelhoc, Boghassa, Timtaghène, Abeïbara ou Essouk).

Dans 75% des communes, les personnes interrogées en focus group ont déclaré pratiquer plusieurs activités (généralement 2) afin d'augmenter leurs revenus et ainsi pourvoir plus efficacement aux besoins de leur famille. A Kidal ville, certains ménages peuvent effectuer jusqu'à trois activités économiques différentes (en particulier plusieurs petites AGR) car la ville principale de la région offre de réelles filières et donc plus d'opportunités d'exploiter les différents savoir-faire des ménages.

La répartition des activités principales par commune peut être représentée par la carte et le tableau suivants.

Communes	Activités socio-économiques principales par ordre d'importance
Kidal	Elevage petits ruminants / Commerce
Tessalit	Elevage petits ruminants / Commerce Maraîchage Elevage camelin
Adjelhoc	Elevage bovin / Elevage camelin Petit commerce Maraîchage / Elevage petits ruminants
Abeïbara	Elevage petits ruminants Petit commerce / Elevage camelin Maraîchage
Tinzawatène	Maraîchage Elevage petits ruminants / Elevage camelin / Commerce et petit commerce
Essouk	Elevage petits ruminants / Elevage camelin Petit commerce Maraîchage
Timtaghène	Elevage camelin Maraîchage / Elevage petits ruminants / petit commerce
Tin-Essako	Elevage bovin / Elevage camelin Commerce et petit commerce
Intadjedite	Elevage camelin Elevage petits ruminants Petit commerce
Anefif	Elevage petits ruminants Petit commerce / Elevage camelin
Boghassa	Elevage petits ruminants / Elevage bovin Commerce Maraîchage



Calendrier saisonnier indicatif

CALENDRIER SAISONNIER DES ACTIVITES													
En année normale		Jan	Fev	Mar	Avri	Mai	Juin	Juil	Aout	Sep	Oct	Nov	Dec
Temps / saison	Pluies												
	Saison sèche froide												
	Saison sèche chaude												
	Risque inondations												
	Manque d'eau: niveau de puits bas												
	Période de tarissement des puits												
Transhumance	Migration bétail vers les pâturages de saison sèche												
	Migration bétail en hivernage												
Bétail	Période de soudure animale												
	Prix vente bétail Haut = ↑ Bas = ↓	↑	↑	↑	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↑	↑	↑
	Période de vente												
	Prévalence maladies animales												
	cure sel / natron												
Lactation	Période de lactation camelin												
	Période de lactation bovin												
	Période de lactation caprin	X	X									X	X
Travail	Migration Haut = ↑ Bas = ↓	↑	↑	↑	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↑	↑
	Opportunités travail Haut = ↑ Bas = ↓	↑	↑	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↑	↑
Soudure humaine													
Période d'endettement Haut = ↑ Bas = ↓					↑	↑	↑	↑	↑				
Période de remboursement Haut = ↑ Bas = ↓		↑	↑							↑	↑	↑	↑
Difficultés saisonnière d'accès physique aux marchés													
Maladies humaines	Période de paludisme						↑	↑	↑	↑			
	Période de diarrées					↑	↑	↑	↑				
	Prévalence malnutrition Haut = ↑ Bas = ↓			↑	↑	↑	↑	↑					
	Période de rougeole												
	Période de thyphoïde												

X Intadjedite, Tin-Essako,
 Anefif, Timtaghène
 ↑ Tinzawatène, Boghassa
 ↑ Boghassa

❖ Les pratiques d'élevage

Chaque commune de la région de Kidal pratique l'élevage et la plupart disposent de bovins, caprins, ovins, camelins, en proportion différentes selon les zones. Seuls les équidés restent plus rares car cités comme présents dans la zone uniquement au niveau des communes d'Adjelhoc, Tinzawatène et Anefif. Certains sites de regroupement particuliers d'animaux ont été cités par les informateurs clés interrogés au niveau des communes ; les voici regroupés dans le tableau suivant :

	Présence de bovins	Présence de caprins	Présence de camelins	Présence d'ovins	Présence d'asins	Présence d'équidés
Kidal			Edjerer	Edjerer		
Adjelhoc	Adjelhoc, Tadjmart					
Abeibara	Ouzzene, Akomass, Ibadda	Ouzzene, Akomass	Aghli	Aghli		
Tinzawatène		Zakake, Inazaval				
Essouk	Essouk	almahmoud		Essouk	Essouk	
Timtaghène	Timtaghène	Tinkar	Tinalayan, Tinkar	Inabag	Tinkar	
Tinessako	Abiyou, Tinezi	Tindoudou				
Intadjedite	Ibalaghane		Inboulal, Achibogho	Achibogho, Tagorast	Tinghaydane, Tindoudou	
Anefif	Inboguitane	Anefif	Inboguitane	Inboguitane	Inboguitane	Inboguitane, Toulifté
Boghossa	Boghassa					

En période d'hivernage, les mares et zones d'eau stagnantes sont privilégiées pour l'abreuvement du bétail. Cependant, en saison sèche, lorsque l'eau stagnante n'est plus présente, l'eau utilisée est celle des puits traditionnels, modernes, pastoraux ou des forages, de façon indifférenciée, en fonction de la présence ou non de ces points d'eau. La source d'eau pour le bétail et pour les humains n'est donc pas différenciée dans la région.

Sur base des discussions en focus group avec quelques éleveurs des communes, il apparaît que la vente du bétail se fait généralement au moment où les prix sont élevés (à la saison froide, environ entre octobre et février/mars). Ceci montre donc que la situation économique des ménages leur permet d'adopter des stratégies de revente au moment où ils le désirent et donc au moment où cela reste le plus profitable. Seuls les habitants de la commune d'Adjelhoc rencontrés semblent dire que la plupart des ventes de bétail se font entre février et avril, en période où cela est moins avantageux pour eux. D'autre part, la période de soudure pastorale dans la région de Kidal dure généralement 3 mois et se situe principalement entre avril et juin. Dans certaines communes (Kidal, Tinzawatène, Boghassa), elle a été estimée légèrement plus tardive par les habitants interrogés (entre mai et juillet).

Enfin, les discussions ont pu faire ressortir des sites de passage de la transhumance du bétail ; sites potentiellement plus vulnérables à la pression exercée sur les ressources naturelles en eau pendant les phases de transhumance. C'est le cas par exemple des sites suivants, sites que SI a réussi à identifier géographiquement comme des sites de destination du bétail en recherche de pâturage :

- Edjerrer, dans la commune de Kidal, qui est cité dans les discussions au niveau de trois communes (Kidal, Essouk et Tin-Essako).
- Acha chidjrene, Tinkar, Taïothène, commune de Timtaghène, cités au niveau de la commune de Timtaghène
- Tagorast, commune de Timtaghène, cité au niveau de la commune de Tin-Essako
- Tin Chamarene, commune de Kidal, cité au niveau des communes de Tin-Essako et Abeibara
- Taghlit, commune d'Adjelhoc, cité au niveau de la commune de Tessalit
- Tin-Essako, Inoufassane, commune de Tin-Essako, cités au niveau de la commune d'Intedjedite.
- Alkit, commune de Kidal, citée au niveau de la commune de Kidal
- Tadjmart, commune d'Adjelhoc, cité au niveau des communes d'Adjelhoc et Essouk
- Ibdakan, commune d'Anefif, cité au niveau des communes d'Abeibara et d'Essouk

❖ Les pratiques de maraîchage

Le maraîchage a progressé à la suite des sécheresses de 1963 et de 1985 du fait de la décimation du cheptel qui constituait la principale source de revenus des populations. Le maraîchage est alors présenté, par les ONG de la zone, comme alternative à la principale activité économique qu'est l'élevage⁷. Le maraîchage se développe en milieu urbain (Kidal et Tessalit) comme dans certaines communes rurales de la région (Tinzawatène, Essouk, Adjelhoc, Abeïbara).

D'après les discussions avec des informateurs clés des communes, seuls les habitants de la commune de Tinzawatène semblent en mesure de pratiquer le maraîchage toute l'année. En effet, d'après les focus group tenus, même en saison sèche chaude les puits, bien qu'à un niveau d'eau bas, ne semblent pas tarir entièrement dans toutes les zones. Les autres communes optant pour le maraîchage pratiquent principalement les cultures en saison froide (contre-saison), sauf à Kidal, où, principalement en milieu urbain, on pratique également du maraîchage d'hivernage.

Les discussions avec les informateurs clés des communes orientent vers les pratiques suivantes selon les communes :

Commune	Cultures	Irrigation	Tarissement des puits
Kidal (urbain)	Hivernage et contre-saison	Traditionnelle par puits dans la parcelle	Mai-Juin
Tessalit	Hivernage	Traditionnelle ou motopompe avec puits dans la parcelle	Avril-Juin
Adjelhoc	Contre-saison	Traditionnelle ou motopompe avec puits dans la parcelle	Mai-Juin
Abeïbara	Contre-saison	Traditionnelle ou motopompe avec puits dans la parcelle	Mai
Tinzawatène	Toute l'année	motopompe avec puits dans la parcelle	/
Essouk	Contre-saison	Traditionnelle ou motopompe avec puits dans la parcelle	Avril-Mai

⁷ Etude sur l'économie locale dans la région de Kidal, GARDL (Groupe Action Recherche pour le Développement Local), 2009

Ces données relevées auprès des informateurs clés des communes devront tout de même être confirmées au niveau des villages et ne peuvent se généraliser à l'ensemble des maraîchers de la zone.

4. Groupes de richesse et perception de la vulnérabilité

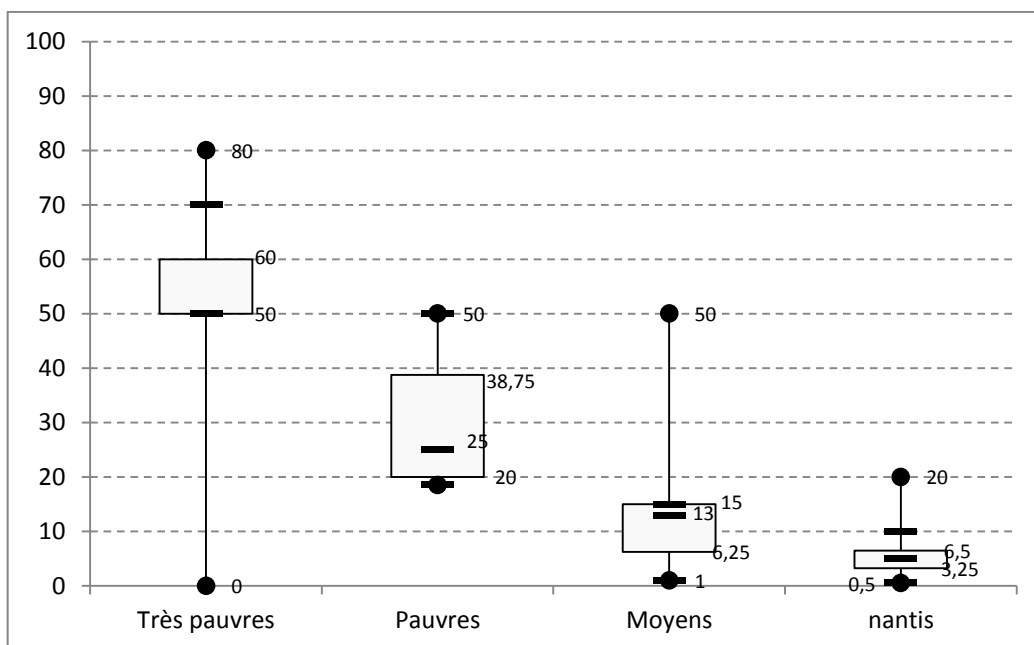
❖ Les groupes de richesse

Les éleveurs étant majoritaires dans la région de Kidal, la différenciation des groupes de richesse en focus group au niveau des chefs-lieux de commune a surtout tourné autour de la possession de bétail. La possession de bétail a une importance culturelle forte mais constitue également un moyen d'épargne et de trésorerie pour tous. Ainsi, la taille des troupeaux en fonction du type d'élevage pratiqué est le principal critère de différenciation (nombre de camelins, bovins, ovins, caprins).

Pour les commerçants, le nombre de boutiques est le critère retenu par les populations dans quatre communes ; les groupes de très pauvres et pauvres n'ayant pas accès à une boutique en tant que telle. La possession de camion-citerne a également été retenue dans deux communes comme étant un critère.

De manière générale, le critère suivant de différenciation des groupes est la possession de voiture. Là aussi, les groupes de « très pauvres » et « pauvres » ne possèdent pas de véhicule ; et les groupes de « moyens » rarement.

Enfin, la possession de maisons en dur ou semi-dur a été également retenue dans quatre communes (1 à 3 maisons pour les groupes moyens et nantis).



Perception en focus group des proportions de groupe de richesse⁸

⁸ Les points représentent les valeurs minimales et maximales relevées en focus groups au niveau des différentes communes. Les traits pleins correspondent au premier quartile, médiane, et troisième quartile (un quartile est chacune des 3 trois valeurs qui divisent les données triées en quatre parts égales).

Le graphique précédent représente l'estimation de la répartition de la population entre les groupes, relevé lors d'un focus group au niveau de chaque chef-lieu de commune. Même si les proportions ne sont pas homogènes entre les communes car elles nécessiteraient un travail plus en profondeur et spécifique aux différents groupes de moyens d'existence, on remarque les concentrations de réponses suivantes pour les différents groupes de richesse :

- Entre 50 et 60% environ de ménages très pauvres
- Entre 20 et 39% de ménages pauvres
- Entre 6 et 15% de ménages moyens
- Entre 3 et 6% de ménages nantis.

On constate donc une perception de pauvreté extrême de la population (entre 70 et 99% de ménages pauvres et très pauvres).

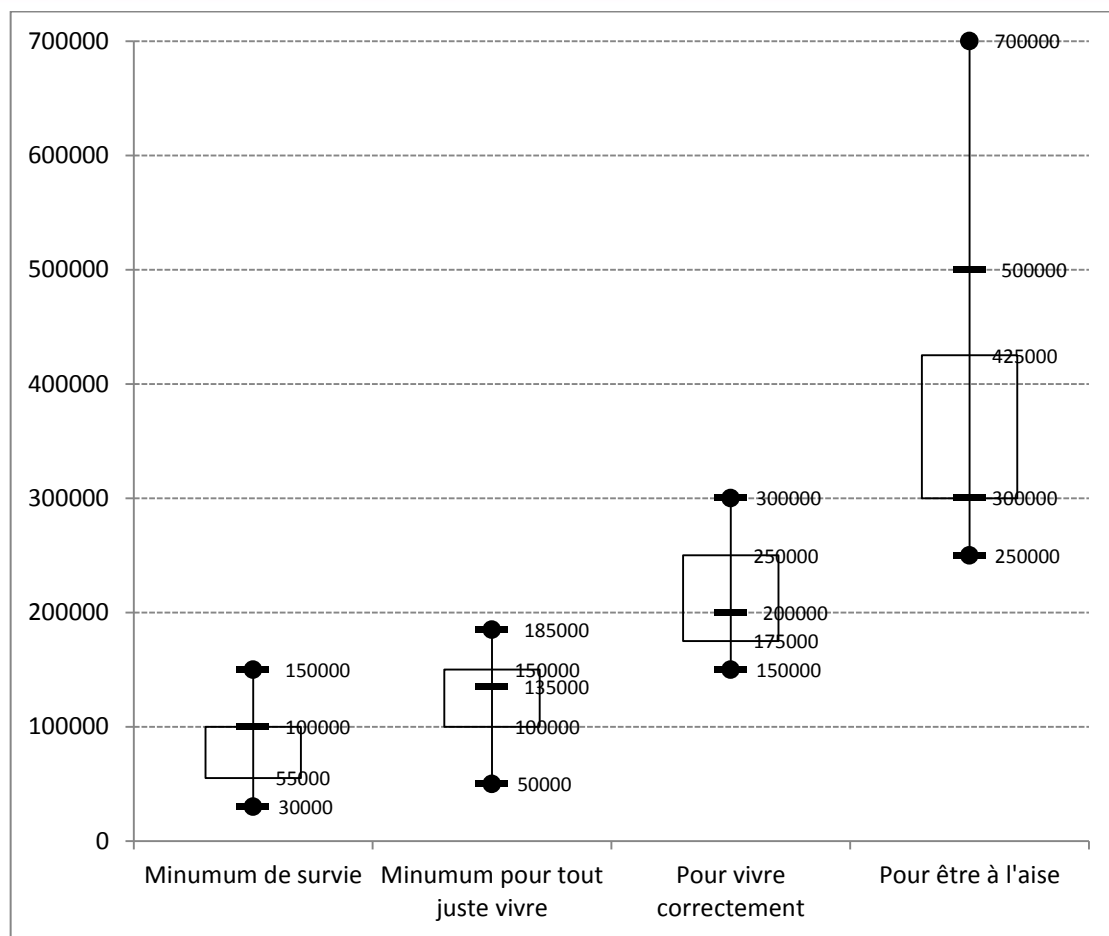
❖ Seuils de survie et vulnérabilité perçue

Selon nos discussions en focus group, les besoins de base des ménages de la région sont centrés autour de la nourriture, l'eau et la santé. L'éducation des enfants est également une préoccupation importante (besoin de réouverture des écoles signifié dans 45% des communes comme un besoin de base), alors que les enfants sont effectivement dans leur deuxième année sans scolarisation.

La perception par les ménages des dépenses prioritaires pour la survie mais également pour une vie plus ou moins confortable dans l'ensemble des communes de la région est assez homogène. En effet, dans toutes les communes, les dépenses prioritaires sont toutes centrées autour des denrées alimentaires. Un ménage se doit tout d'abord d'acheter de la semoule, de l'huile et du sel pour survivre. Plus ses moyens lui permettent, plus il pourra diversifier ses achats (toujours principalement alimentaires) pour se fournir progressivement en thé, sucre, riz, pâtes alimentaires, viande, condiments, puis enfin lait. Seules les personnes interrogées dans la commune d'Abeïbara voient les tomates et oignons comme une dépense rapidement prioritaire (denrée essentielle pour la vie – *pour tout juste vivre*) et les dattes comme une dépense « de confort ». Les personnes interrogées à Tinzawatène (commune fortement tournée vers le maraîchage) voient l'achat de légume également comme une dépense de confort, non essentielle pour leur vie.

Il est intéressant de noter que les denrées non alimentaires sont rarement évoquées et les dépenses correspondantes ne semblent nécessaires que dans le cas où les ménages ont déjà subvenu aux autres besoins alimentaires cités ci-dessus. Ainsi, les médicaments et les vêtements n'ont été évoqués respectivement que dans 4 et 3 communes (les médicaments étant deux fois considérés comme une dépense nécessaire à la vie mais non prioritaire et deux fois comme une dépense « de confort » ; les vêtements étant considérés une fois comme une dépense indispensable à la vie et deux fois comme une dépense « de confort »).

Les montants correspondant aux seuils de dépenses « pour la survie », « indispensables à la vie », « nécessaires à la vie » et « pour être à l'aise » déterminés par les personnes interrogées en focus group sont eux aussi assez homogènes entre les communes. Ainsi lorsque l'on interroge en focus group certains habitants des chefs-lieux de commune, ils considèrent globalement qu'un ménage doit dépenser environ entre 55 000 et 100 000 FCFA par mois pour survivre, entre 100 000 et 150 000 FCFA pour des dépenses indispensables à la vie, entre 175 000 et 250 000 FCFA pour des dépenses nécessaires. S'ils veulent être « à l'aise », les ménages doivent par contre dépenser entre 300 000 FCFA et 425 000 FCFA par mois. Ces seuils sont représentés par le graphique « boîte à moustache » ci-dessous.



Seuils de survie et vie en montant que doit dépenser un ménage par mois⁹

5. Difficultés rencontrées et stratégies d'adaptation

❖ Difficultés rencontrées pour les moyens d'existence

D'une manière générale, l'insécurité régnant dans la zone en raison du conflit perturbe l'ensemble des moyens d'existence des populations du fait de l'augmentation des prix, de la difficulté de déplacement sur les routes, d'accès aux marchés, de la fermeture de la frontière avec l'Algérie. Les populations vivant largement du commerce extérieur (tant pour les commerçants que pour les éleveurs, les revenus issus des moyens d'existence souffrent d'une forte diminution. Certaines spécificités viennent toutefois compléter les difficultés des habitants de la zone par activités économique.

Elevage

Les principales difficultés auxquelles font face les éleveurs semblent être le manque d'eau (en quantité et qualité) et de pâturage en lien avec les sécheresses récurrentes ainsi que le manque de soins pour le bétail (les éleveurs font appel à une médecine traditionnelle moins efficace, faute de soins bétails et de moyen de les acheter). Est également régulièrement relevé dans les discussions la présence de

⁹ Les points représentent les valeurs minimales et maximales relevées en focus groups au niveau des différentes communes. Les traits pleins correspondent au premier quartile, médiane, et troisième quartile (un quartile est chacune des 3 trois valeurs qui divisent les données triées en quatre parts égales)

prédateurs (information donnée en focus group à Tinzwatène, Intadjedite et Boghassa). Enfin une mévente sur le marché d'Abeibara oblige apparemment les éleveurs camelins à se déplacer sur d'autres marchés plus porteurs.

Face aux problèmes de sécheresse, d'eau et de pâturages, les solutions adoptées par les éleveurs sont limitées. Face à la sécheresse se pratique la décapitalisation (solution relevée à boghassa). Face au manque de pâturage, l'achat d'aliment bétail semble la seule solution mais n'est pas à la portée de tous. Les animaux faibles sont souvent vendus pour acheter les aliments bétail (solution relevée à Tin-Essako).

Commerce

Les commerçants, majoritairement en lien avec l'Algérie, sont, depuis la fermeture de la frontière algérienne, en grande difficulté. Ils font face à une augmentation des coûts de transport rendant indispensable la contraction de crédits (signalé à Kidal et à Essouk), et à une difficulté d'approvisionnement leur demandant un stockage plus important ou les obligeant à prendre des risques et à pratiquer une fraude systématique pour continuer à commercer avec l'Algérie. Enfin, la perte généralisée de pouvoir d'achat des habitants de la région entraîne une perte de clients pour les commerçants qui sont obligés, soit de réduire leur activité, de vendre à bas prix, soit, lorsqu'ils le peuvent, de chercher d'autres marchés, formels ou informels, sur lesquels vendre leurs produits.

Maraichage

Enfin, les maraîchers de la zone, et en particulier ceux de la commune de Tinzwatène, subissent également les impacts de la sécheresse et du manque d'eau dans la région. Les points d'eau semblent insuffisants ou insuffisamment sécurisés pour une eau de qualité. D'autre part, le manque de pesticides ou autres produits de traitement des plantes rend les cultures vulnérables aux maladies et prédateurs. Enfin, l'impact de la crise de 2012 et de la fermeture des frontières est aussi important pour les maraîchers qui subissent les mêmes difficultés que les commerçants de par leur obligation de commercer avec l'Algérie pour leur approvisionnement en semences, le manque de semences se faisant sentir dans la zone. Lors des discussions avec les informateurs clés des communes, il a été relevé quelques exemples de conflits réguliers concernant l'utilisation des ressources. Cela serait le cas à Tassisset et Inchollagh (commune d'Abeïbara) entre usagers des ressources en eau et éleveurs pendant la période de soudure à Abiyou, Inakorat et Tinassalak (commune de Tin-Essako).

❖ **Stratégies d'adaptation des populations**

Durant le diagnostic, les personnes rencontrées en focus group ont été interrogées sur les stratégies d'adaptation mises en place suite à la sécheresse 2011, durant l'occupation en 2012 et depuis le conflit en 2013. La vente de certains animaux, en particulier faibles, est la stratégie d'adaptation la plus fréquemment remontée par les populations, suivie de la diminution du nombre de repas ou l'appel à la solidarité des ménages. Ces stratégies ont été utilisées autant pour répondre à la sécheresse 2011 que pendant l'occupation ou le conflit.

Cependant, la différence tout à fait notable entre la réponse à la sécheresse et la situation actuelle de conflit (dans un contexte où la fermeture de la frontière avec l'Algérie rend les ménages encore plus vulnérables) est l'utilisation depuis l'ouverture du conflit 2012 de stratégies d'adaptation irréversibles comme la vente d'animaux reproducteurs (relevée comme une stratégie employée dans 40% des communes interrogées), ou encore la vente des moyens de déplacement des ménages (relevée dans 55% des communes). Ces stratégies avaient apparemment eu moins d'ampleur lors de la sécheresse 2011.

Ce constat est très inquiétant car la crise de 2012 voit donc les ménages utiliser des stratégies beaucoup plus dangereuses que lors de la sécheresse 2011. Ceci est dû à la crise actuelle mais surtout à l'accumulation de crises successives qui pousse à des stratégies de plus en plus érosives. Cette situation rendra d'autant plus difficile le redressement de leurs moyens d'existence et rend leur situation présente alarmante.

Enfin, le conflit en 2012 a fait apparaître une nouvelle stratégie : celle d'envoyer des membres de la famille au sein des groupes armés afin de percevoir un revenu indispensable pour la survie du ménage. Cette stratégie a en effet été relevée dans trois communes durant le diagnostic.

Le tableau suivant récapitule les stratégies d'adaptation relevées et leur fréquence (en % de communes enquêtées).

Stratégie d'adaptation employée	% de communes	Utilisée pendant la sécheresse 2011	Utilisée depuis le début du conflit 2012
Vente des animaux faibles	91%	Oui	Oui
Diminution du nombre de repas	73%	Oui	Oui
Faire appel à la solidarité	73%	Oui	Oui
Diminution de la ration alimentaire (quantité et/ou qualité)	45%	Oui	Oui
Favoriser les femmes et les enfants	45%	Oui	Oui
Migration des actifs	45%	Oui	Oui
Gestion du stockage	36%	Oui	Oui
Avoir recours au troc	9%	Oui	Oui
Contracter un crédit	9%	Oui	Oui
Vendre les biens personnels (matériel électronique, bijoux, ...)	82%	Non	Oui
Vendre ses moyens de déplacement	55%	Non	Oui
Vente des animaux reproducteurs	36%	Non	Oui
Envoyer un membre de la famille rejoindre les groupes armés	27%	Non	Oui
Envoi de certains membres chez un parent	18%	Non	Oui

RECOMMANDATIONS

Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence

- Approvisionnement en vivres en urgence aux ménages
- Déstockage économique
- Aide à la recapitalisation en bétail
- Apport financier aux ménages (en cash ou voucher selon acceptation locale) pour remise à niveau et désendettement
- Appui aux commerçants pour pallier à la fermeture des frontières et à la baisse générale de clientèle
- Support en semences pour le maraîchage
- Appui en aliments bétail et soins vétérinaires

5. Synthèse des recommandations

Recommandations
Eau Hygiène et Assainissement
Augmentation de la quantité de l'eau disponible (surcreusement, nouveaux forages, réseaux d'adductions d'eau)
Réhabilitation des points d'eau à usage collectifs pour les protéger des contaminations extérieures
Améliorer les designs des points d'eau pour tous les usages (consommations humaine et animal)
Réactivation des comités de gestion et soutien / formation de ses membres
Promouvoir les méthodes de traitements de l'eau à domicile
Améliorer l'accès à des infrastructures sanitaires pour limiter les risques de maladies hydriques et la contamination des points d'eau
Identifier et former des leaders communautaires à la promotion de l'hygiène et insister sur les messages liés à la gestion des déchets, l'hygiène personnelle et l'importance de la gestion des excréta
Organiser des sessions de promotion de l'hygiène dans les écoles
Améliorer les systèmes de gestion des eaux pluviales et en particulier dans les villes et villages où le risque inondation est importante
Développer des structures de gestion des déchets au niveau communautaire
Campagne de promotion de l'hygiène
Accompagnement des collectivités pour avoir des conditions propices à l'application des bonnes pratiques d'hygiène (quantité d'eau disponible pour l'hygiène corporelle)
Former les enseignants, les personnels de santé des centres de santé actifs de la région et les leaders communautaires à la promotion de l'hygiène
Former le personnel de santé à la bonne gestion des déchets et aux bonnes pratiques d'hygiène dans le milieu médical.
Assurer l'accès à un paquet EHA minimum dans les structures de santé (accès à l'eau, latrines, gestion des déchets)
Renforcer le support aux ASACOs dans la gestion des centres de santé
Santé
Renforcement de l'accès aux médicaments dans les CSCOM
Renforcement de la présence et des capacités du personnel de centres de santé
Poursuite du dépistage actif de la malnutrition et de la prise en charge
Education
Support à la relance des programmes scolaires
Assurer un paquet minimum EHA dans les écoles
Sécurité alimentaire et moyens d'existence
Sécuriser les berges de l'oued (cercle d'Abeibara)
Approvisionnement en vivres en urgence aux ménages
Aide à la recapitalisation en bétail
Support en semences pour le maraichage
Apport financier aux ménages
Appui aux commerçants pour pallier à la fermeture des frontières
Appui en aliments bétail et soins vétérinaires
Renforcement des capacités des éleveurs à faire face aux sécheresses

ANNEXE : Tableau de synthèse des principaux problèmes et besoins relevés par commune auprès des populations

	<i>Problèmes humanitaires</i>	<i>Besoins</i>	<i>Stratégies d'adaptation actuelles</i>
Kidal	Education, Malnutrition, santé, insécurité, manque d'opportunités d'emplois	Augmentation de la capacité de prise en charge médicale, amélioration de l'accès à l'eau potable	
Tessalit	Manque de moyens de transport, Risques d'inondations (manque de berges) Tarisement et insuffisance des points d'eau. Les marchés ne sont pas suffisamment stables	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Augmentation de la couverture des distributions alimentaires Réouverture des écoles Amélioration de l'accès à des semences et engrais pour le maraîchage	Généralisation de la fraude pour l'approvisionnement
Tin-Essako	Manque de points d'eaux et contamination des points d'eaux par les pesticides	Points d'eau et traitement des puits contaminés	Se ravitailler au forage d'Intedjedit à quelques kilomètres de Tin-Essako.
Intadjédite	Environnement insalubre et manque de structure sanitaire Plusieurs cas de rougeole et apparition de maladies inconnues par les populations Isolement de la commune du reste de la région Manque de vivres Manque d'eau / accès au carburant pour les groupes électrogène	Structure de santé nécessaire dans la commune Promotion de l'hygiène Augmentation de la couverture des distributions alimentaires Amélioration et réhabilitation des points d'eau	Se rendre à Kidal ou en Algérie pour les besoins de santé
Anefif	Environnement très sale et le point d'eau le plus fréquenté se trouve dans le CSCOM et est proche des latrines (15m à peu près), l'eau de ce puits est très turbide Manque de vivres Manque de médicaments Manque d'aliment bétail	réhabilitation du puits du CSCOM, Promotion de l'hygiène Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires Approvisionnement du CSCOM Distribution d'aliments bétail	Rejet des déchets à quelques kilomètres de la ville

	<i>Problèmes humanitaires</i>	<i>Besoins</i>	<i>Stratégies d'adaptation actuelles</i>
Timtaghène	Problème de points d'eau (le seul forage pour toute la commune est à moitié fonctionnel) Accès à l'eau pour les hommes comme pour les animaux Structure de santé non fonctionnelle Approvisionnement en denrées de base	Réhabilitation du forage existant et augmentation de la capacité en eau dans la commune Renforcement du CSCOM pour la prise en charge médicale Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires	Les populations se sont dispersées autour des points d'eau pour équilibrer leur consommation en eau.
Adielhoc	Problème d'électricité (groupe électrogène en panne) => accès à l'eau potable difficile malgré une bonne capacité Disponibilité limitée en termes de céréales de première qualité et cherté des aliments de première nécessité Structure de santé peu fonctionnelle ; pratiques d'hygiène faibles	Un groupe électrogène de plus de 150 kVa pour l'électricité et l'adduction d'eau. Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires Renforcement du CSCOM pour la prise en charge médicale	Le générateur existant est mis en marche 6 heures de temps pour pomper l'eau de consommation et fournir une qualité minium d'électricité pour les ménages.
Essouk	Manque de points d'eau pérenne ; disponibilité en eau faible dans la commune Environnement sanitaire dégradé ; gestion des déchets pauvre Manque de vivres Manque de soins médicaux Fermeture des écoles	Sécurisation des puits, augmentation du nombre de forages / points d'eau Promotion de l'hygiène Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires Approvisionnement en médicament	

	<i>Problèmes humanitaires</i>	<i>Besoins</i>	<i>Stratégies d'adaptation actuelles</i>
Abeibara	Structure de santé non fonctionnelle Manque de vivres Accès à l'eau potable ou pour l'abreuvement insuffisant	Renforcement de la structure de santé en place. Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires Construction de berges, barrages, abreuvoirs et sécurisation des puits	Attente des équipes mobiles de MDM-Be ou déplacement jusqu'au CSRéf de Kidal ou jusqu'en Algérie Solidarité entre les ménages
Boghassa	Structure de santé non fonctionnelle Fermeture des écoles Manque de vivres Hygiène et assainissement	Renforcement de la structure de santé en place. Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires	Attente des équipes mobiles de MDM-Be ou déplacement jusqu'au CSRéf de Kidal ou jusqu'en Algérie
Tinzawatène	Manque de semences pour le maraîchage Manque de vivres Manque de berges pour protéger les clôtures des jardins. Les puits ne sont pas sécurisés, La commune est détruite depuis 2006 et beaucoup d'infrastructures n'ont pas été reconstruite depuis lors. Présence de mines (depuis les précédents conflits)	Approvisionnement en semences, Augmentation du nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires Sécurisation des berges de l'oued Sécurisation ou réhabilitation des puits	Commande des semences en Algérie Solidarité entre ménages

ANNEXE : Liste des associations recensées pendant le diagnostic dans la région

Commune	Nom du groupement et contact (nom et numéro)	Type d'activité	Lieu (nom du village)	Nombre de membres	Groupement actif aujourd'hui	Activités actuelles mises en œuvre
Abeibara	ASACO	Gestion du CSCOM	Abeibara	30	Non	Sensibilisation des populations; Approvisionnement en médicaments
Abeibara	Association Charika	Commerce	Tidinamist	20	Oui	
Intadjedite	Association des femmes artisanes	Artisanat	Achibogho	12	Non	
Intadjedite	Coopérative des éleveurs	Élevage	Achibogho	15	Non	
Adjelhoc	ASSEHAR	Approvisionnement AGR	Adjelhoc	12	Non	Participation aux activités de gestion de crise.
Adjelhoc	ANEMIDIACH	AGR	Adjelhoc			
Adjelhoc	AMAZAGH	AGR	Adjelhoc	15	Non	
Adjelhoc	ALMOUD	Alphabétisation	Adjelhoc	11	Non	
Adjelhoc	TAMIDHALT	Elevage	Adjelhoc	10	Non	
Adjelhoc	MOUSNAT	Alphabétisation	Adjelhoc	7	Non	
Adjelhoc	TIMDANE	Elevage	Adjelhoc	7	Non	

Adjelhoc	ANEMASTAR	Elevage	Adjelhoc	10	Non	
Anefif	Union des coopératives	Embouche, Elevage, Vente de bétails	Anéfif	12	Oui	Vente de l'aliment bétail pour embouche
Anefif	Association Tinirdiwa	Assainissement et embouche	Anefie	10	Non	
Anefif	Association Tichidjdé	Assainissement de la commune	Anefif	5	Non	
Essouk	Coopérative des éleveurs Dehédje	Vente bétail, Vente de céréales	Dehédje	11	Non	
Essouk	Coopératives des éleveurs d'Essouk	Commerce des articles céréales	Essouk	11	Non	
Essouk	Coopérative Djarhile	Commerce céréale	Djarhile	8	Non	
Essouk	Coopérative Tinazerafe	Commerce céréale	Tinazerafe	9	Non	
Essouk	Coopérative Intachedaite	Commune céréale	Intachedaite	9	Non	
Essouk	Coopérative Tanazeroufe	Commerce céréale	Tanazerouf	8	Non	
Tinessako	Coopérative des éleveurs (Tehatelt)	Assistance aux éleveurs, ravitaillement en aliment bétail	Tinessako	17	Non	Non fonctionnel
Tinessako	Association Awara	Séchage de la viande et commercialisation	Tinessako	15	Non	Non fonctionnel
Tinessako	Association des femmes (Tichidjdé)	Assainissement	Tinessako	30	Oui	Assainissement du CSCOM

Tinzawatène	Coopératives des maraîchers	Maraîchage	Tinzawatène		Oui	Maraîchage
Tinzawatène	Association des femmes	Petit commerce	Tinzawatène		Oui	Petit commerce
Tinzawatène	Coopérative des éleveurs d'Inazaraf.	Commerce bétail	Inazaraf		Oui	Embouche camelins et petits ruminants.
Tinzawatène	Coopérative des éleveurs de Zakake	Commerce de bétail	Zakake		Oui	Embouche camelins et petits ruminants
Tinzawatène	Association Oghille	Petit commerce	Tinzawatène		Oui	Petit commerce